

DOSSIER

Attractivité du territoire : quels modèles et quels atouts?

ELLES FONT ST-MARTIN

Portraits de
3 femmes inspirantes

PASS FORMATION

Le dispositif local
qui mise sur les
formations individuelles



**Valérie
Damaseau**

présidente de l'Office de
Tourisme de Saint-Martin

CONSTRUIRE UNE DESTINATION HAUT-DE-GAMME

EXPERT

Et si le plastique
était un simple
déchet (à jeter) ?

Une seule compagnie, deux réseaux.



Transatlantique



Régional



- + Simple**
- + Rapide**
- + Efficace**

Air Caraïbes, vous propose de nombreuses promotions pour faciliter vos voyages entre l'Hexagone et les Antilles - Guyane, grâce à la complémentarité de ses réseaux transatlantique et régional !

Retrouvez-les sans plus attendre sur www.aircaraibes.com.

Informations / Réservations

0 820 835 835

Service
0,12 € / min (Hexagone)
0,11 € / min (Antilles)
+ prix appel

aircaraibes.com
ou en agence de voyages



 **AIRCARAÏBES**
Haute en Couleurs

Un plan sans accroc

Dès la mise en ligne de la bande-annonce française de la nouvelle version de la Petite Sirène, le film semblait prisonnier de la vindicte populaire. Disney avait dû fermer les commentaires face au flot d'injures et propos racistes. 6 mois plus tard : succès en salle. Le film s'est placé en tête du box-office national lors de la première semaine avec 582 814 entrées.

Depuis des années, la mise en place de la filière de recyclage du plastique devait, elle, nous prémunir de cette pollution visible puis invisible (une fois les emballages, bouteilles et autres objets réduits à l'état de micro plastiques). Las, en 2023 on sait que 9 % du plastique produit dans le monde est réellement recyclé, interrogeant au passage sur le concept même de recyclage d'après un rapport de Greenpeace USA. On ne peut pas tout prévoir, ni le pire, ni le meilleur. La réalité préfère souvent faire un pas de côté.

De quoi laisser sa part au hasard ? Plutôt de quoi nous inciter à redoubler d'attention, d'application et d'engagement. Et en matière d'attractivité du territoire, notre marge de manœuvre est bien réelle, en termes de réflexion, de planification et d'actions, immédiates et à venir. L'image d'une destination, son positionnement, jusqu'à l'expérience que nos visiteurs en feront, tout cela se fabrique, intelligemment. Pour construire une réalité que l'on a d'abord imaginée, la question est bien celle de la maîtrise des compétences, du savoir-faire. C'est ce qui se joue dans ce numéro, avec une sélection de partenaires qui maîtrisent leur sujet, leur positionnement, leurs projets, leurs produits et nous aident à construire pour nous et pour Saint-Martin le meilleur scénario.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
Guadeloupe Saint-Martin
Martinique Guyane

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Agathe Mathieu - Ann Bouard - Axelle Dorville
Célia Labry - Colette Coursaget
Floriane Jean-Gilles - Julie VdW
Joséphine Notte - Sarah Balay - Yva Gelin

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Alexandre Julien - Ann Bouard - Donovanne Trémor
Lou Denim - Raphaël Novella

Photo couverture
Donovanne Trémor

Design graphique

Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (sikproduction972@gmail.com)

Illustratrice

Orane Phedon

RÉGIES

Martinique

Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)
Estelle-Maria Bonnaire (0696 56 10 56)
Isabelle Louis-Joseph-Dogué (0696 04 38 47)

Saint-Martin & Guadeloupe

Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Joséphine Notte (0749 25 61 21)
Jeanice Bordes (0691 24 28 92)

Assistante commerciale

Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane

Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL

JRI

Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Aubane Nesty (06 43 56 26 67)

Motion design - JRI

Sariatha Boulard
Karollyne Hubert

Rédaction web

Mathilde Claverie

Communication digitale

Lucille Pinsard

DISTRIBUTION

Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 56)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE

Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE

5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE

Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang z'abricots,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Gedimat

Saint Martin



En face du
Leader Price
0590 77 35 00





À LA UNE

8/ Office du tourisme. **Sur tous les fronts**

TERRITOIRES

12/ Image du mois

14/ Brèves

18/ Cyberattaque, explosion, pont aérien... **un exercice grandeur nature**

20/ Sargasse Project : « Il faut y aller franchement »

22/ Climat : la Green Team

26/ Jeunesse : une stratégie et un pari

27/ Un dispositif local pour des formations individuelles

28/ La Maison de Saint-Martin

30/ Établissement Public Foncier. « **Tous les fonciers sont importants à Saint-Martin** »

32/ Fipcom/Medef. **Des alliés de poids pour les entrepreneurs**

34/ ALL DAY IN. **Le festival incontournable de la Caraïbe**

36/ CREPS Antilles-Guyane. **Les formations des métiers du sport**

38/ Centre d'excellence et d'éducation par le sport. **Un tremplin pour le sport saint-martinois**

ENTREPRISES

40/ La gen Z, génération de tous les défis ?

42/ Air France-KLM. **Saison record à Saint-Martin**

44/ Inter Invest. **Un partenaire pour investir**

46/ Aïda Weinum. **Le goût du challenge**

48/ Peggy Oulerich. **La résilience vient aussi de l'art**

50/ Ève Riboud. **Fonçeuse**



EXPERTISE

- 52/ Et si le plastique était un simple déchet (à jeter) ?
- 54/ CGSS. Être accompagné pour payer
- 56/ Boîte à outils

DOSSIER

// Attractivité du territoire : quels modèles et quels atouts?

- 58/ Dossier de la rédaction

PAUSE CAFÉ

- 64/ Coup de cœur
- 66/ Carrière d'Outre-Mer
- 68/ Culture
- 70/ Ce qu'il ne fallait pas louper
- 72/ Blue Dream. Un nouvel écrin festif à Marie-Galante

Sommaire

Sur tous les fronts

Fer de lance de l'économie locale, **l'Office de Tourisme** s'est adapté ces dernières années pour répondre à l'évolution de la demande de touristes désormais en quête d'expériences. Créateur d'événements, hyper actif sur les réseaux sociaux, drainant plus de 6 millions de visiteurs sur le web, assurant la promotion de la destination à l'étranger... il multiplie les actions pour faire de Saint-Martin une destination haut de gamme. Rencontre avec Valérie Damaseau, sa présidente.

Texte Ann Bouard - Photo Donovane Trémor

2017 – 2023, le chemin a été chaotique. Cette saison est-elle celle du renouveau ?

L'année de référence reste 2016 ; juste avant Irma nous avions fait une saison exceptionnelle. À mon arrivée en 2017, il a fallu partir d'une page blanche, recadrer les choses, prendre le temps de faire les travaux et surtout regagner la confiance des socio-professionnels. Ce travail de base a été fait grâce à la confiance qui m'a été accordée et à l'équipe autour de moi, prête à relever tous les défis. Aujourd'hui, on commence à en récolter les fruits et sur les deux premiers mois de l'année les chiffres des deux aéroports sont très positifs. On ne peut pas encore dire que c'est un record, mais nous avons effectivement eu beaucoup plus de monde sur le territoire.

Qu'est ce qui a changé ?

Le marché se caractérisait par une forte fréquentation de clients fidèles, notamment les touristes nord-américains. Nous avons désormais une nouvelle génération de clients, à la recherche d'offres différentes. C'est ce sur quoi nous travaillons pour avoir un produit plus solide, plus complet. Dans le schéma territorial de développement touristique de 2018, nous avons notamment listé les atouts à développer. Depuis trois ans, les campagnes de promotions sont déclinées en fonction de thématiques en lien avec nos atouts, comme la Romance qui correspond à un besoin de séjours plus intimistes hors du

tourisme de masse, ou encore la gastronomie, les événements, avec cette année 10 rendez-vous phares. Pour 2024, nous réfléchissons déjà à d'autres produits adaptés à la provenance des visiteurs et à d'autres axes, comme le nautisme. Nous avons la chance d'avoir des hôtels à taille humaine, ce qui contribue à développer ce positionnement de haut de gamme et nous souhaitons aller vers un classement des villas, un autre point fort de la destination.

Est-ce que la promotion est différente entre les deux parties de l'île ?

Nous avons un melting-pot unique et une frontière qui n'existe pas à tel point que les gens font l'amalgame entre Saint-Martin et Sint Maarten. Mais nous avons un service de qualité qui n'a rien à voir avec le tourisme de masse qu'attire la partie sud. Cependant l'aéroport international étant au sud, nous ne pouvons pas nous détacher de la partie hollandaise pour les dessertes aériennes. Pour négocier avec les compagnies, nous devons être unis ne serait-ce que pour donner une capacité d'hébergement conséquente afin que la destination soit toujours desservie. Sur certains pays comme les États-Unis, nous devons mutualiser nos moyens, mais pour d'autres, on promeut les spécificités de la partie française. On fait du sur-mesure pour le marché européen ou on valorise le tourisme d'affaires, développé par notre aéroport régional.

2016, ANNÉE DE RÉFÉRENCE – 2023, ANNÉE DE REPRISE

Si pour beaucoup de secteurs du tourisme, 2019 est l'année de référence, à Saint-Martin les choses diffèrent un peu car 2017 était aussi l'année d'Irma. Malgré tout, il semblerait que cette saison s'achève sur une note plutôt optimiste.

Les chiffres n'ont pas encore été publiés dans leur intégralité, mais on peut déjà penser qu'ils seront plutôt positifs si l'on en juge les statistiques des deux premiers mois de l'année. Le CTO (Caribbean Tourism Organization), qui regroupe 27 destinations de la Caraïbe, annonce que Saint-Martin a enregistré la plus forte progression avec 51,3 %.

L'aéroport de Princess Juliana renoue avec une fréquentation normale avec plus de 45 312 visiteurs en janvier (63 831 en 2016). Même constat du côté de l'aéroport de Grand Case qui a connu des pics de fréquentation lors de chaque événement. En mai, grâce au festival Lov3Days notamment, ce sont plus de 712 mouvements d'avion qui ont été enregistrés, avec une pointe de plus 1 000 passagers sur la seule journée du 26 mai. Sur ce mois de mai, à titre de comparaison, 2023 comptabilisait 19 272 pax contre 17 718 en 2019 et 16 716 en 2022.



Il faut comprendre la culture de l'île pour la promouvoir”

Valérie Damaseau,
présidente de l'Office de Tourisme de Saint-Martin



Je suis très fière du Festival de la gastronomie, et du fait que les gagnants des concours deviennent des ambassadeurs de notre destination

Valérie Damaseau,
présidente de l'Office de Tourisme
de Saint-Martin

Est-ce qu'une marque de destination serait appropriée ?

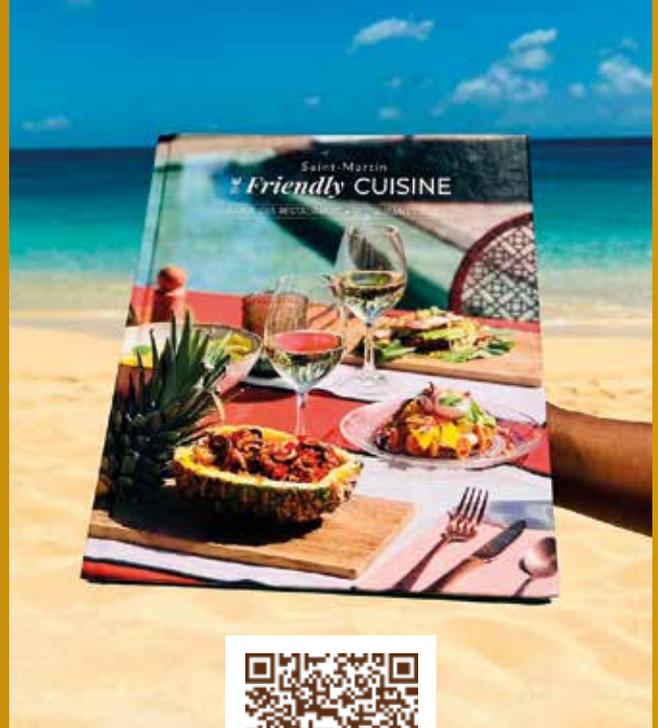
L'Office de tourisme a sollicité Atout France pour un accompagnement dans la création de la marque de destination. C'est un travail à mener également pour l'aspect commercial sur l'EPIC, l'Office de Tourisme n'ayant pas encore développé la commercialisation. Avoir une signalétique pour les sites historiques, leur donner vie en permettant aux locaux d'y exposer, mettre en avant les produits, imaginer des circuits culturels incluant la sucrerie de Concordia, l'ancienne prison, les églises... sont autant de projets qui pourraient s'inscrire dans cette démarche. Cela prendra du temps et il faudra le valoriser par le biais de nos agences de représentations. Elles seront choisies, voire certifiées, pour leur connaissance de la destination et ses particularités. Il faut comprendre la culture de l'île pour la promouvoir.

Peut-on parler de tourisme durable pour Saint-Martin ?

L'accompagnement d'Atout France a permis un éclairage sur les labellisations et certifications existantes en matière de tourisme durable. Leur rapport permet d'appréhender les étapes à franchir, pour être reconnue à terme comme destination durable. C'est un long chemin qui se fera avec la CCISM pour accompagner les acteurs du tourisme dans cette transition. La Collectivité de Saint-Martin est consciente que cet accompagnement à travers des conditions favorables est indispensable pour poser les bonnes bases. Ensuite, il faut voir comment l'on accompagne et quels sont les dispositifs à mettre en place pour obtenir ce label. Politiquement, la décision a été prise de réhabiliter les friches hôtelières et de ne pas développer plus de 3 000 à 3 500 chambres, pour rester dans un produit haut de gamme et éviter le tourisme de masse.

De quoi êtes-vous la plus fière et êtes-vous optimiste pour l'avenir ?

En 2017, l'Office de Tourisme communiquait peu, ne faisait pas l'unanimité de la population et n'avait pas de bonnes relations avec les socio-professionnels. Je suis fière de ce travail de fond qui a été mené avec le comité de direction et une petite équipe de 15 personnes, fidèle et motivée. Ensemble nous avons regagné cette confiance et trouvé un



« THE FRIENDLY CUISINE »

La réputation de Saint-Martin en matière de gastronomie n'est plus à faire mais il manquait cependant un guide pour valoriser ce patrimoine culinaire. C'est désormais chose faite avec The Friendly Cuisine le premier magazine annuel consacré à la gastronomie et édité par l'Office de Tourisme.

Au fil des pages, il présente Les chefs, les jeunes talents, les agriculteurs, plus d'une centaine de restaurants et plus largement tous les hommes et les femmes qui œuvrent pour faire rayonner ce savoir-faire saint-martinois bien au-delà de la Caraïbe. Cinq photographes, bien connus sur l'île, ont illustré cette première édition avec de merveilleux clichés, notamment sur la dernière édition du Festival de la gastronomie. En version luxe ou en version souple, le guide est distribué dans les chambres d'hôtels. Tous les acteurs du tourisme peuvent se le procurer auprès du service communication de l'Office de Tourisme. The friendly cuisine est déjà téléchargeable sur notre site web : www.st-martin.org.

juste équilibre entre les acteurs du tourisme et la population. C'est important, car il n'y a pas de produit touristique sans eux. La culture est maintenant le cœur du produit touristique et l'on ne choisit plus Saint-Martin uniquement pour ses plages. Je suis très fière du Festival de la gastronomie, et du fait que les gagnants des concours deviennent des ambassadeurs de notre destination.

Aujourd'hui à chaque fois que l'on a la possibilité de promouvoir la destination, on s'aperçoit qu'il manque un petit quelque chose. Il faut alors à nouveau innover, créer des événements, du jamais vu. Je suis très optimiste car nous n'avons pas encore atteint nos objectifs et Saint-Martin n'a pas encore développé tous ces atouts et montré tout son potentiel. C'est motivant !



FESTIVAL DE LA GASTRONOMIE, FOCUS HIBISCUS !

Quatorze chefs internationaux, des ateliers culinaires pour adultes ou pour enfants, un village de la gastronomie, des concours de BBQ et de mixologie, des démonstrations, des menus d'exception dans les restaurants, et de nombreuses autres animations... le festival de la gastronomie de Saint-Martin est devenu en deux ans à peine the place to be pour tous les gourmets. La 3^e édition, plus qu'attendue, risque de surprendre par son ampleur et se déroulera du 11 au 22 novembre 2023.

Après le tamarin en 2021, la banane plantain en 2022, c'est l'Hibiscus *sabdariffa*, ou autrement dit groseille-pays, qui sera en vedette cette année. Les restaurants partenaires proposeront une spécialité ou un menu complet pour la sublimer. Un jury dégustera les meilleures créations pour attribuer le prix de la meilleure table de l'île. Deux nouvelles catégories, traiteur et food truck, font leur entrée dans le concours cette année aux côtés des catégories Beach Stars, Gourmet Stars, City Stars et Authentic Stars.

Le Festival de la gastronomie qui lance la saison touristique, joue désormais un rôle majeur dans l'attractivité du territoire. On estime que ce sont quelques 900 000 € qui ont été réinjectés indirectement l'année dernière dans l'économie locale. Pour découvrir en avant-première les animations à venir, guettez les vidéos des influenceurs sur les réseaux sociaux dès cet été !

UN KIOSQUE AU CŒUR DE LA VILLE

Porte d'entrée pour découvrir le territoire, le kiosque de l'Office de Tourisme de Saint-Martin a vu le jour il y a tout juste un an. Situé sur le front de mer sur une zone à fort passage, à deux pas de la gare maritime, il est le point de rencontre de tous les visiteurs en quête d'informations. Deux conseillères sont présentes pour répondre à toutes les questions sur les activités, indiquer les lieux incontournables à visiter, conseiller sur les restaurants, renseigner sur les caractéristiques des plages, donner les bons plans shopping... utile même pour les résidents ! Il est aussi un moyen d'avoir un retour sur les attentes des touristes pour adapter l'offre et l'Office de Tourisme travaille déjà sur des itinéraires personnalisés, en couple, en famille ou seul et sur des packages thématiques.

Périodiquement, le kiosque devient le théâtre d'animations visuelles et sonores relatant des pans du patrimoine historique de l'île.

**Accueil du lundi au vendredi de 9h à 17h
5 du boulevard du Docteur Petit**



1648

COMMEM

Signature en grande pompe



Il existait bien une frontière d'usage entre SintMaarten et Saint-Martin, qu'aucun accord juridique n'avait jamais entérinée. Après trois ans de négociations, le vendredi 26 mai 2023, le Royaume des Pays-Bas et la France, respectivement représentés par la 1ère Ministre de Sint Maarten, Silveria Jacobs et par le Ministre de l'intérieur français, Gérald Darmanin ont signé un accord historique qui délimite la frontière entre les deux parties de l'île. Sans changer les superficies attribuées aux deux états, il va surtout permettre de clarifier la situation administrative et règlementaire notamment le secteur d'Oyster Pond. S'il modifie le tracé de la plus vieille frontière de France, il ne remet pas en cause la libre-circulation établie par le traité de Concordia de 1648.

Texte et Photo Ann Bouard



18 280 €

C'est le montant de la subvention accordée par la Collectivité à l'association des marins-pêcheurs de Saint-Martin pour financer l'achat de matériels et d'équipements collectifs dédiés à la conservation des produits de la mer.



ARNAUD BOURDIER, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA SNSM

Après huit années passées à la tête de la station de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) de l'île de Saint-Martin, René-Jean Duret a décidé de passer la main. Son successeur n'est autre que l'actuel président de l'Association française des premiers secours (AFPS 978), Arnaud Bourdier.

UNE SAINT-MARTINOISE À L'AFFICHE

La jeune espoir du beach tennis de Saint-Martin, Amélie Thiant, a été sélectionnée pour figurer sur l'affiche des Championnats de France de Beach tennis 2023. Licenciée au Friendly Caribbean Beach Tennis, à 15 ans, elle est la 12e joueuse française et la 10e joueuse mondiale chez les moins de 16 ans. Sacrée championne de France U14 en 2022 et championne de Guadeloupe 2023, elle portera le maillot de l'équipe de France à Palavas-les-Flots en août !



Célia et Talya :

un binôme féminin à la brigade cynophile

La recherche de personnes dans un effondrement est l'une des missions des sapeurs-pompiers. Les plus efficaces dans cet exercice sont les chiens, capables de couvrir en un temps record une vaste zone de recherche. Le caporal Célia Daizey et Talya, 11 mois, sont actuellement en formation. Elles épauleront bientôt l'adjudant-chef Justin Gibbs, chef d'unité cynotechnique à Saint-Martin et Onyx, son malinois de 4 ans. Deux binômes appelés à intervenir sur toutes les Antilles si besoin.

DES COULEURS SUR LA MARINA ROYALE

Commissionné par la Semsamar, le street-artiste Espa a redécoré une partie de la Marina Royale de Marigot en réalisant sur des palissades de chantier un grand patchwork coloré rempli de symboles caribéens. Frégate, bateaux, cocotiers, cannes à sucre, goélette... il s'est amusé à revisiter ses classiques tels que les animaux, les motifs végétaux et les designs vintage en utilisant une belle diversité de techniques picturales dont le lettrage, le dessin, le pinceau et la bombe aérosol. L'artiste a même inventé un timbre, visible sur la partie gauche de la fresque, qu'il souhaite prochainement commercialiser dans sa boutique située rue Kennedy à Marigot. Une jolie mise en lumière pour la Marina Royale qui ne cesse d'évoluer et retrouve peu à peu son dynamisme d'antan.



LES LIVRES DES FRUITS DE MER

Cette association, qui a transformé avec bonheur la Old House de Quartier d'Orléans en centre d'expositions permanentes, est également prolifique en matière d'ouvrages sur le patrimoine de l'île. Coup de cœur pour la série destinée aux enfants, qui au fil des pages peuvent apprendre les noms et caractéristiques des espèces de la faune ou de la flore, terrestre ou aquatique, annoter, colorier... Distribués gracieusement grâce à leur mécène Delta-Petroleum, ils sont aussi téléchargeables gratuitement sur le site www.lesfruitsdemer.com



PROJET ONE SHARK

Suite à l'attaque consécutive par un même requin de deux personnes en 2020, l'une à Saint-Martin et l'autre à St Kitts, le projet One Shark avait vu le jour. L'idée est simple : prélever l'ADN des requins afin de retrouver le requin mordeur, sans décimer ses congénères, essentiels eux à la préservation de l'écosystème marin. Une première mission conjointe Saint-Martin/Sint Maarten a été réalisée en mai. Durant quatre jours, les scientifiques ont procédé à la pêche et aux prélèvements sur 13 requins et implanté trois balises satellitaires sur certains d'entre eux. À terme, une douzaine de requins en seront équipés. Les informations collectées serviront à alimenter une banque de données unique en son genre.



JLCA, le 1^{er} club de longe côte aux Antilles fait des émules

Créé par Thomas Wallyn, un entraîneur d'aviron en quête d'une technique de musculation pour ses rameurs, le longe côte est devenu une discipline à part entière. Il a fait son apparition aux Antilles en 2019, avec la création à Saint-Martin de l'association "Je Longe la Côte aux Antilles". Aujourd'hui, il fait de plus en plus d'adeptes à Saint-Martin mais aussi en Martinique, Guadeloupe où une première formation au brevet fédéral longe côte a pu être mise en place cette année. Les 7^e championnats de France de longe côte qui se sont tenus début juin ont réunis 585 compétiteurs ! Pour en savoir plus : JLCA - Je Longe la Côte aux Antilles

1 AN

LA MISSION LOCALE DE SAINT-MARTIN, DERNIÈRE-NÉE DES MISSIONS LOCALES DE FRANCE, A SOUFFLÉ SA PREMIÈRE BOUGIE DÉBUT MAI. MALGRÉ UNE PREMIÈRE ANNÉE JONCHÉE D'EMBÛCHES ADMINISTRATIVES, L'ÉQUIPE LOCALE SUIT DÉJÀ 317 JEUNES DANS LEURS PARCOURS PROFESSIONNELS.

Naila Parotte sélectionnée pour la finale de Top Model Europe

Dimanche 7 mai a eu lieu la finale caribéenne du prestigieux concours de mannequins et modèles Top Model Europe en Guadeloupe. Naila Parotte, étudiante saint-martinoise âgée de 19 ans, fait partie des 5 mannequins en herbe sélectionnés sur près de 70 candidats venus de Martinique, Saint-Martin, Guyane et Guadeloupe. Elle se prépare actuellement pour la grande finale qui se tiendra à Bruxelles en septembre.



6 425 €

C'est le montant collecté par Art For Science, une association qui promeut les bienfaits de l'art sur le cerveau, lors de son premier dîner de charité organisé le 8 juin à l'hôtel La Samanna. Ces fonds, récoltés via la billetterie de l'évènement mais aussi la vente d'œuvres d'art locales lors du dîner, serviront à lancer un programme d'interventions dans les établissements scolaires à la rentrée. L'association ira à la rencontre des enfants et des jeunes par leur raconter le fonctionnement de leur cerveau et les pouvoirs de l'art sur leur santé.

MARIE PAGE PREMIÈRE FEMME MARIN-PÊCHEUR

Elle fait partie des 9 marins-pêcheurs ayant obtenu le Certificat d'Aptitude au Commandement à la Petite Pêche. Cette formation, dispensée par l'École de Formation Professionnelle Maritime et Aquacole de Martinique (EFPMA), a été mise en place pour la première fois à Saint-Martin par la Collectivité de Saint-Martin et l'État dans le cadre du dispositif Pacte Ultramarin d'investissement dans les compétences. Fille du marin-pêcheur Gary Page, Marie Page devient ainsi la première femme marin-pêcheur de l'île. Elle embarquera bientôt pour trois mois sur le bateau de son père avant d'entamer sa propre expérience professionnelle.

Du **10 au 28 Juillet 2023**



INSCRIPTIONS
TICKET - SPORTS

Inscrivez-vous aux activités sportives pendant les grandes vacances !

SCAN HERE



SCANNEZ ICI

JEUNES ÂGÉS DE
7 à 14 ANS

Cyberattaque, explosion, pont aérien... **un exercice grandeur nature**

Un exercice de catastrophe a testé, en temps réel, la mise en place d'un pont aérien massif entre la Guyane, les Antilles et l'Hexagone. Ewag a suivi de l'intérieur ce dispositif hors normes.

Texte Mathieu Rached - Photo Mathieu Delmer

“Pour rappel, le rendez-vous est fixé à l'aéroport Aimé Césaire à 15 h devant les comptoirs d'enregistrement d'Air Caraïbes”. En ce lundi de pentecôte, à l'heure dite, 130 personnes sont là, toutes en tenue d'intervention : médecins urgentistes, infirmiers, infirmiers anesthésistes, secouristes, brancardiers, ambulanciers, cadres de santé, assistant de régulation médicale, chefs du Samu, sapeurs-pompiers, conseillers de la zone défense Antilles, ARS... C'est l'équipe Bravo, à peu



Les systèmes informatiques hors service, la gestion des patients se fait sur papier, à la main.



À Fort-de-France, la directrice de l'ARS Martinique a pu observer le dispositif mise en place à l'intérieur de l'avion. Elle a remercié chaleureusement l'ensemble des équipes de santé et sécurité, soulignant leur rôle de « 1er rideau » lors de ces situations sanitaires exceptionnelles.

près la moitié de Martinique et de Guadeloupe, l'autre moitié d'Hexagone, tout juste arrivés de Paris, Menton, Besançon, etc. Direction la Guyane qui subit depuis plusieurs jours une cyberattaque de deux centres hospitaliers (Cayenne et Kourou), et où, impitoyable loi des séries, une explosion vient d'avoir lieu au Centre Spatial Guyanais. Concrètement, les hôpitaux sont passés en mode dégradé, privés de leurs outils et données pour identifier les patients, obtenir des résultats d'examen, s'assurer du fonctionnement de l'ensemble de services. L'accident à Kourou va, lui, ajouter une crise à la crise, avec un afflux de blessés et de grands brûlés. Bref, c'est grave. Une cellule de crise a été mise en place remontant jusqu'au ministère de la Santé, et des renforts régionaux et nationaux ont été appelés afin de mettre en place des évacuations sanitaires (Evasan).

Médecine de catastrophe

Ça n'a beau être qu'un exercice, au moment d'embarquer dans l'avion pour Cayenne, chacun est prêt à jouer sa partition. Tout se déroule grandeur nature et en temps réel, et à ce stade, peu d'informations sur ce qui les attend ont filtré. Ils savent qu'ils vont relever l'équipe Alpha, laquelle est arrivée de Paris la veille avec deux tonnes de matériel et a installé une unité d'hospitalisation, de transit et d'évacuation (Uhte) au sein au Palais régional omnisports Georges-Théolade à Matoury. ”En

décollant de Paris, on a demandé aux urgentistes de prévoir les modalités d'évacuation des patients du service néonatalogie dans des couveuses, mais les priorités et consignes vont changer une fois arrivés à Cayenne", explique, un sourire amusé, le Pr Pierre Carli, directeur médical du Samu de Paris depuis 1998.



Le matériel réel était utilisé (respirateur, pousse seringues...) ainsi que des matelas « coquille » pour évacuer les blessés en urgence absolue.

Avec à son actif des dizaines d'exercice de grande ampleur dont des simulations d'attentats, des évacuations sanitaires en TGV "un an avant la crise Covid", il est la référence en la matière. Cet exercice en Guyane, baptisé MORPHO, a été pensé pour tester la capacité de réponse et d'intervention "en situation sanitaire exceptionnelle en outre-mer". Pour une partie des médecins issus des SAMU et urgences de toute la France, ces 8 jours forment le volet pratique d'un diplôme universitaire ("capacité en Médecine de catastrophe"). Pour tous les participants c'est une incroyable mise en situation qui challenge les hommes et les organisations. La médecine de catastrophe est définie comme "la médecine du soudain et de l'imprévu". "C'est-à-dire qu'on utilise ce qu'on sait très bien faire d'ordinaire dans une configuration exceptionnelle. Ça ne veut pas dire improviser", sourit celui qui épaulera le ministre de la santé dans la préparation des JO de Paris 2024. "C'est pour ça qu'on s'entraîne."

"Bed management"

À 22h, sur place, l'équipe Alpha laisse donc la place à l'équipe Bravo, les différents responsables sont désignés et mettent en place leurs équipes : accueil, organisation des brancardages, répartition des lits et matériels pour les urgences vitales (urgences relatives, suivi des places disponibles ("bed management") sur la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et les centres hospitaliers nationaux, installation d'une unité de pharmacie, d'une unité soutien médico psychologique... 200 personnes qui ne se connaissaient pas la veille, travaillent ensemble, communiquent, s'ajustent. Tout se fait exclusivement sur papier et à la main, à flux tendu, "à hauteur d'homme, comme avant à l'hôpital", souligne le Pr Carli.

Les encadrants, dont Lionel Lamhaut, urgentiste du SAMU de Paris, circulent et s'assurent de la bonne chorégraphie de l'exercice, attentifs à ce qui coince et ce qui manque. Le retour d'expérience de chaque groupe (infirmiers, sapeurs-pompiers,

ARS, etc.) qui suivra sera capital. L'exercice MORPHO, qui a mobilisé près de 500 personnes sur 8 jours, devait démontrer qu'en cas d'accident réel, il était possible d'effectuer une projection rapide de personnes et de matériel, de la métropole vers un territoire d'outre-mer, et de conduire des évacuations sanitaires avec la mise en place de stratégies combinées, "avec des évacuations perlées au fil de l'eau via les avions militaires de type Casa entre les Antilles et la Guyane, ou avec des gros-porteurs reliant Cayenne à Paris", explique Lionel Lamhaut. Surtout, "l'exercice a permis de mettre en place des faisceaux de communication peu habituels entre des institutions publiques, privées, civiles, militaires, et de mieux nous connaître".



Des professionnels médicaux, paramédicaux et secouristes s'entraînaient pour la première fois à installer des évacuations sanitaires.

40 patients évacués en 48h

Pendant la nuit de lundi à mardi, la cellule de Régulation inter zonale (RIZ), composée de 3 médecins urgentistes et 3 assistants de régulation médicale, a ainsi géré l'arrivée de 20 urgences absolues et 30 urgences relatives. À 7h du matin, alors que les derniers patients sont acheminés vers l'aéroport, le Dr Mathis Rateau, 31 ans, urgentiste pédiatre et chef de la RIZ, a l'impression "de s'être fait rouler dessus". Pour donner un ordre d'idée, "en proportion, sur 8 heures, on a reçu à peu près 6 fois plus de cas graves qu'aux urgences de l'hôpital Necker à Paris un jour normal". À l'inverse, pendant la nuit, Vanessa et sa camarade, étudiantes infirmières de Martinique, 31 et 21 ans, se disaient "décues", jugeant "que les patients arrivaient trop lentement, pas comme elles se l'étaient imaginé..." « Précisément, sourit le Pr Carli, ça fait partie de l'enseignement de l'exercice : apprendre à gérer l'attente, l'excitation et le repos ». Avec 3 à 4 évacuations par semaine depuis la Guyane vers la Martinique ou la Guadeloupe, les évacuations sanitaires et la gestion des répartitions font partie de la routine des ARS locales, explique Fabien Laleu, directeur adjoint de l'ARS Martinique, mais un tel exercice avec plus de 40 évacuations sanitaires sur 48h, "ça n'avait jamais été réalisé, et ça donne un idée concrète de la faisabilité des choses, de nos capacités à travailler ensemble et à communiquer". Au débriefing, de retour à l'aéroport Aimé Césaire, le Pr Carli complète, en s'adressant à l'ensemble des personnels et services de l'exercice MORPHO, "tout ce qui vous surpris aujourd'hui, c'est du capital pour demain".

Sargasse Project :

« Il faut y aller franchement »

EWAG vous propose une série de trois articles sur des projets de valorisation des algues brunes. On vous raconte l'origine de ces projets, leurs parcours mais aussi et surtout où ils en sont aujourd'hui. Article 1 : Sargasse Project.

Texte Yva Gelin



Pierre-Antoine Guibout, fondateur de Sargasse Project

À Saint-Barthélemy, Pierre-Antoine Guibout transforme l'algue envahissante et nauséabonde lors de sa décomposition, en pâte à papier. Un projet qui est bel et bien en train d'aboutir et semble être en bonne voie d'avoir résolu toutes les problématiques majeures liées à la valorisation des sargasses. Transformation, arrivage irrégulier, toxicité...

Comment le projet a-t-il débuté ?

Pierre-Antoine Guibout : Ça fait 12 ans que je suis à Saint-Barth et fin 2018 j'ai constaté, comme tout le monde, l'arrivée massive des sargasses. Je me suis dit qu'il y avait probablement mieux à faire que de simplement les entreposer sur un terrain vague. Étant d'origine bretonne, j'avais été confronté au problème des algues vertes là-bas et je savais qu'on pouvait les valoriser. Je me suis donc lancé tout seul et à force d'essais, d'échecs aussi évidemment, je suis arrivé à faire une pâte à l'aspect correcte et quand j'ai tenté mes premières feuilles de papier, à mon grand étonnement, ça a fonctionné.

La chance du débutant ou aviez-vous des compétences particulières ?

Au départ je suis juriste financier et j'exerce encore, car Sargasse Project n'est pas encore rentable. Pour tout vous dire, quand le

projet est né, je rachetais une marque de cirage et d'entretien et je voulais utiliser les sargasses pour en faire un packaging de nos produits. C'est de là qu'est partie l'idée du papier carton fait de sargasses. J'ai donc contacté des personnes à l'origine d'initiatives au Mexique et en Martinique qui faisaient du papier de sargasses pour savoir s'ils avaient la capacité de me fournir. La réponse était non, et je le comprends bien aujourd'hui, ils étaient en phase de développement. C'est là que j'ai essayé d'en faire moi-même. Pour répondre très franchement, cette pâte-là s'est créée à base de tutoriels, de lectures sur les algues, d'analyses, de curiosité... et puis un jour, j'ai pris un cadre photo pour faire un tamis, un torchon, un seau... Je me suis inspiré de ce qui se faisait déjà, car on fabrique du papier depuis des milliers d'années. Mais je pense qu'il y a eu aussi de la chance, car le premier dosage qui m'a servi de base n'était pas trop mal.

À quel stade en est Sargasse Project aujourd'hui ?

L'élaboration de la pâte a duré 4 à 5 mois. C'est lorsque j'ai obtenu le premier support papier que je me suis rapproché du CEVA (centre d'étude de valorisation des algues) en métropole pour caractériser cette pâte. J'ai gagné beaucoup de temps en fournissant la matière première pour ensuite faire les analyses et rentrer dans le cadre réglementaire. C'est là où j'en suis actuellement. En même temps, je produis régulièrement 5 à 10 kilos de pâte en fonction des demandes des prestataires. Il s'agit de trois industriels qui eux-mêmes font des tests pour comprendre comment intégrer la pâte dans leurs outils de production. Sargasse Project se projette dans la fabrication de pâtes et non dans la fabrication du produit final. Financièrement, c'est beaucoup plus viable pour l'entreprise de s'appuyer sur des industriels pour cette phase-là. On fait petit à petit et j'espère que d'ici la fin de l'année on aura quelques feux verts qui nous permettront d'avancer sur une usine pilote en Guadeloupe.

Donc, en même temps que la pâte est testée par les industriels, elle est également à l'étude au CEVA. Que manque-t-il au produit pour qu'il soit vraiment abouti ?

Un des retours des laboratoires est que nos feuilles cartons ont de courtes fibres, ce qui donne un papier carton cassant. Moi qui privilégiais la pâte 100 % sargasses, on va peut-être devoir aller vers une pâte composée à 70 % de sargasses et 30 % de fibres de coton ou de bananes. D'autre part, la remarque qui nous est le plus souvent faite, c'est qu'on ne lave pas

suffisamment les algues. Cependant, dans notre process, on voulait éviter de trop rincer l'algue à l'eau douce pour des raisons écologiques. On fait un pré rinçage, mais pas en profondeur. Maintenant on sera peut-être obligé de le faire car il reste encore des cristaux de sel dans notre pâte et c'est ce qui donne les points de faiblesses une fois que la feuille est fabriquée. Paradoxalement, ce point de faiblesse dans la composition est aussi un avantage. Ne pas laver les algues en profondeur permet d'obtenir un produit ignifuge, grâce aux minéraux présents justement. C'est une feuille qui s'enflamme moins que le papier habituel et lui donne aussi un côté imperméabilisant. Nous sommes donc en train de chercher la méthode appropriée de rinçage.

La sargasse a des propriétés toxiques, car elle capte en mer beaucoup de gaz toxiques. Comment avez-vous choisi de gérer la toxicité de l'algue ?

La première chose est de capter l'algue avant échouement et qu'elle ne commence à pourrir et donc à dégager les gaz toxiques. Pour cette raison, il faut privilégier le ramassage en mer. D'autre part, et j'en suis convaincu, il n'est pas intéressant de ramasser une algue sur la plage, car le sable reste collé à l'algue. Me concernant, une algue qui a touché le sable n'est quasiment pas valorisable. Ensuite, oui effectivement, cette algue a la caractéristique de flotter et donc d'absorber beaucoup de métaux lourds sur son trajet. Arsenic, plomb, zinc, cuivre... La sargasse est une éponge. Étant donné que sur le long terme nous souhaitons fabriquer des contenants alimentaires, c'est une question importante pour nous. Il faut trouver une solution pour que la quantité de métaux lourds ne dépassent pas un certain seuil de PPM*. Nous sommes en train de réaliser des tests pour décharger l'algue de ces métaux lourds par des processus de décantation ou encore de centrifugation.

Beaucoup mettent en avant qu'à cause du manque de régularité dans l'arrivage des algues, l'apport en matière première ne serait pas stable et cela impacterait la viabilité d'une entreprise. Comment avez-vous répondu à cette problématique ?

Une fois que les tests scientifiques seront achevés et seulement à ce moment-là, nous avons pour projet d'installer une première fabrique pilote en Guadeloupe. Dans notre imaginaire, le projet final serait de monter une ligne de production qui soit facilement démontable, en basculant des silos d'île en île pour mutualiser les coûts et justement de s'implanter sur toutes les îles qui seraient lourdement impactées. L'idée est de pouvoir pallier les aléas des échouements aléatoires des sargasses et de pouvoir produire en continu pour approvisionner nos clients. Quoi qu'il en soit, nous allons malheureusement avoir de quoi faire pendant des dizaines d'années. Je pense qu'au lieu de se regarder dans le blanc des yeux, il faut y aller franchement. Il faut aller au-delà de cette problématique de périodicité d'échouement. Elle existe clairement, mais il y a aussi des solutions. Sans vouloir trop en dire, nous avons justement pensé à un moyen de stockage en déshydratant l'algue par exemple pour pouvoir travailler dessus quand il y a moins d'arrivage.



La Green Team

Aux Antilles-Guyane, ils sont une quinzaine de chercheurs à pied d'œuvre pour mesurer l'impact du réchauffement climatique et imaginer des solutions. De manière directe ou indirecte, leurs travaux participent à l'élan scientifique mondial pour limiter les conséquences du réchauffement climatique. Huit d'entre eux nous ont ouvert leur laboratoire et leur cahiers de recherches.

Texte Sarah Balay

UNIVERSITÉ DES ANTILLES, PÔLE GUADELOUPE

Didier Bernard (maître de conférences, habilité à diriger des Recherches (HDR)), **Malaina Bèdè** (étudiante en Master II risques et environnement ; sujet : îlot de chaleur urbain aux Antilles françaises : cas de la conurbation de Cap-Excellence), **Raphaël Cècè** (ingénieur d'études, docteur en physique de l'atmosphère), Romuald Chery (doctorant, climatologie des précipitations et pluies extrêmes hors cyclones en Haïti) et **Narcisse Zahibo** (professeur des universités ; (absent de la photo)).

« NOUS PRODUISONS LA CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE SUR LES IMPACTS DU RÉCHAUFFEMENT GLOBAL »

Comment étudiez-vous le réchauffement climatique ?

Basés au sein du laboratoire LaRGE (laboratoire de recherche en géosciences et énergies), nous travaillons dans le domaine des risques naturels et anthropiques. Les données historiques collectées permettent de décrire les évolutions dues au changement climatique. Nous utilisons des codes numériques météorologiques, des outils d'intelligence artificielle, des observations intensives pour comprendre les mécanismes physiques sous-jacents et produire de la connaissance scientifique sur les impacts du réchauffement global dans le bassin géographique des Caraïbes.

Sur quoi avez-vous travaillé ? Dans quel(s) but(s) ?

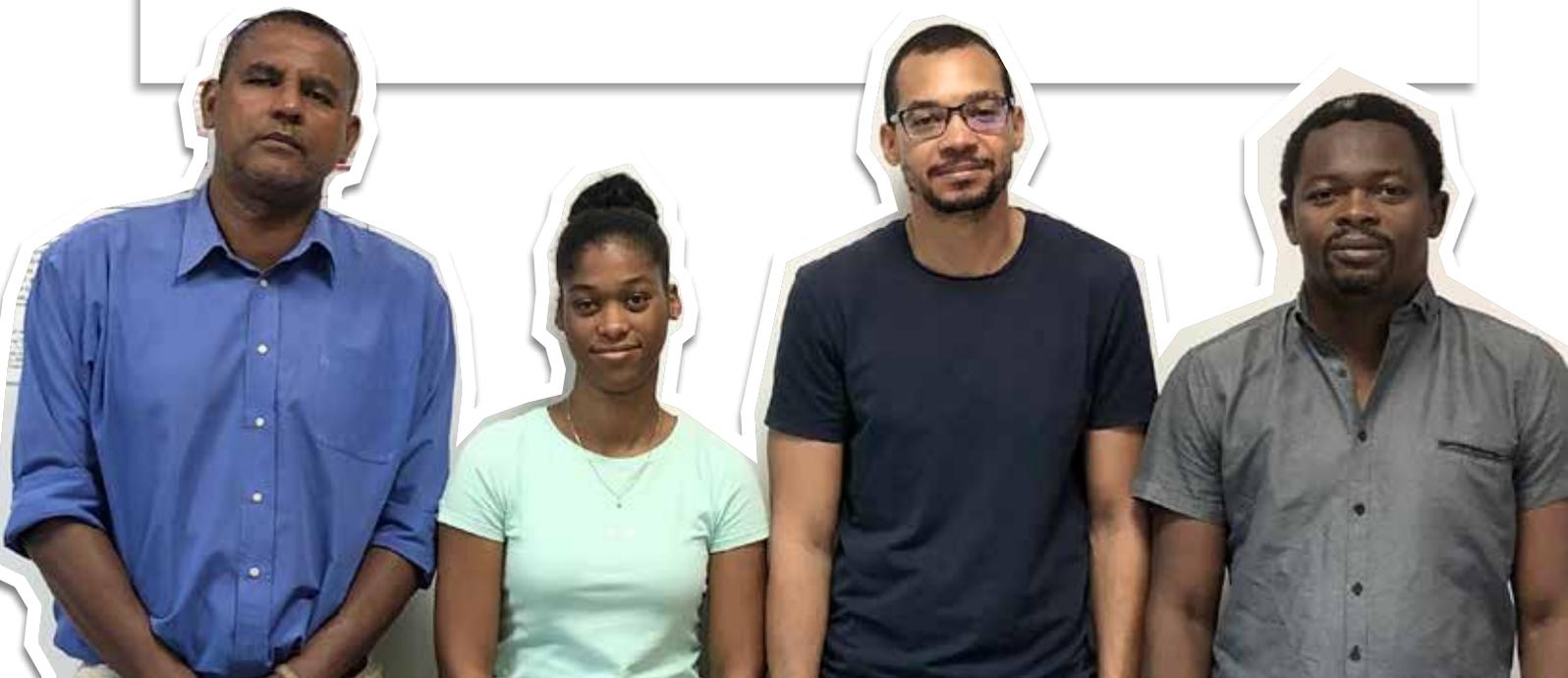
Notre équipe produit et partage des connaissances scientifiques en termes : d'analyses des tendances (évolution des températures, des précipitations ...), de description des mécanismes physiques des impacts (rafales extrêmes et bandes spiralées des cyclones, pluies extrêmes, élévation des températures, modification du trait de côte...), de submersion. En Guadeloupe, nos travaux indiquent que d'ici à 30 ans, sont attendus -10 % sur les précipitations, +2°C sur la température, 160 km du littoral en érosion et une intensification des cyclones. Ces impacts doivent faire l'objet de propositions d'anticipation et d'aménagement.

S'il devait y avoir UNE mesure phare à prendre ?

La création d'un centre de ressources sur l'adaptation au changement climatique en milieu insulaire.

Et une mesure individuelle ?

Réfléchir à sa consommation alimentaire (favoriser les produits régionaux et de saison, réduire les apports en protéine animale) et énergétique.



YWENN DE LA TORRE

Directeur régional du BRGM Guadeloupe,
(bureau de recherches géologiques et minières).

« L'ENTRETIEN DES FOSSES EST CAPITAL POUR LA SURVIE DES CORAUX »

Comment intervenez-vous à l'échelle locale?

Je coordonne nos activités sur les effets du changement climatique sur le littoral et je participe aux travaux de la commission caribéenne de la mer de l'association des Etats de la Caraïbe.

Sur quoi avez-vous travaillé ?

Sur les risques littoraux : comment l'élévation du niveau de la mer, l'intensification des cyclones, l'acidification des océans accroissent les risques d'érosion côtière et de submersions marines. Une attention est apportée au suivi à long terme du littoral ainsi qu'aux solutions fondées sur la nature en matière de protection et d'adaptation (rôle de la végétation littorale, des récifs coralliens, etc.).

S'il devait y avoir UNE mesure phare à prendre ?

Recomposer le territoire en réservant une bande de « respiration » au littoral afin qu'il puisse évoluer sans impacter les biens et les populations.

Et un comportement individuel ?

Les récifs coralliens constituent une barrière naturelle vis-à-vis des vagues et des cyclones. Or, ils sont en piteux état, en raison des eaux usées et du manque d'assainissement qui dépend, en majorité, en Guadeloupe, des fosses septiques. Leur entretien est donc capital pour la survie des coraux et notre protection à tous.

CHRISTOPHE VALÈRE MONTOUT

Météo-Conseil Unité Climat, dérives océaniques à Météo-France, Guadeloupe.

« NE PLUS « TOUT » IMPORTER »

Quels types de travaux menez-vous ?

Nous intervenons dans le cadre de partenariats scientifiques : projet de recherche FEDER (Région Guadeloupe) «C3AF» (changement climatique et conséquences aux Antilles françaises) et «Guyacimat» pour la Guyane.

A quoi servent vos données?

Nos travaux sur les impacts sur les personnes et les biens doivent être transmis vers le grand public et les décideurs.

S'il devait y avoir UNE mesure phare à prendre ?

L'eau est un élément capital et l'enjeu majeur de notre futur. Il nous faudra maîtriser cette ressource en s'adaptant face à l'intensification des sécheresses. Les températures chaudes la nuit deviendront aussi un obstacle à la santé.

Et un comportement individuel à adopter ?

Aux Antilles-Guyane, l'électricité demeure très (pour ne pas dire « que ») carbonée. Il faut vite modifier nos sources de production et limiter notre consommation. Ne plus « tout » importer mais produire ce qui nous est réellement nécessaire.



MARTINE LHEUREUX

Animatrice, formatrice et référente Martinique de la Fresque du Climat (Stratégie Résilience BY Excellensys Partners, Martinique et Guyane).

« SORTIR DU DÉNI »

Comment intervenez-vous sur ces questions climatiques ?
Mon échelle est celle de la vulgarisation des travaux du GIEC, à travers la Fresque du Climat. C'est un atelier qui comprend des conférences interactives, contes, théâtre, forum.

Sur quoi précisément avez-vous travaillé ?
Je travaille sur nos capacités d'adaptation et de résilience. Pour faire face, il faut prendre conscience. Je m'attache à sensibiliser et faire ressentir l'urgence de et la nécessité de s'adapter, en entreprise, en collectivité, ou au quotidien.

S'il devait y avoir UNE mesure phare à prendre ?
Mener à grande échelle des actions territoriales pour sortir du déni et se doter d'une capacité de choix et de résilience ; comprendre le défi pour que nos choix ne soient pas des solutions dictées par la métropole, mais guidés par notre envie de résilience. Plus nous attendons, plus l'action nous sera imposée.

Et une mesure/comportement individuel ?
Rejoindre un groupe actif (jardin partagé, association environnementale, fresque du climat...) car on ne peut être résilient seul.

PHILIPPE PALANY

Responsable de la division études, climat, R&D à la direction interrégionale Antilles-Guyane de Météo-France, Martinique.

« EVITER L'USAGE DOMESTIQUE DE LA CLIMATISATION »

Dans quel cadre contribuez-vous aux travaux sur le changement climatique ?

Ce sont des travaux dits de régionalisation des effets du changement climatique, que nous menons dans le cadre de partenariats scientifiques : projet de recherche FEDER (Région Guadeloupe) «C3AF» (changement climatique et conséquences aux Antilles françaises) et «Guyaclimat» pour la Guyane.

Quel est le but de vos résultats de recherche ?
Il s'agit de répondre à la question sur ce que nous observons depuis quelques années, mais aussi sur ce que nous projetons dans le futur afin d'accompagner et comprendre les impacts de ces évolutions sur les personnes et les biens des territoires.

S'il devait y avoir UNE mesure phare à prendre ?
Une maîtrise de la ressource en eau apparaît un enjeu majeur. Les manques d'eau seront une menace sur notre capacité de produire et de vivre sur nos territoires.

Et une mesure/comportement individuel ?
Limiter sa consommation électrique et éviter l'usage domestique de la climatisation.



PASCAL SAFFACHE

Professeur des universités (géographe aménageur et environnementaliste),
Martinique et Guadeloupe.

« L'OBJECTIF EST L'ANTICIPATION À TOUS LES NIVEAUX »

Dans quel cadre contribuez-vous aux travaux sur le changement climatique ?

J'ai participé aux COP 21 (Paris, France 2015), COP 22 (Marrakech, Tunisie 2016), COP 23 (Bonn, Allemagne 2017) et COP 24 (Katowice, Pologne 2018), en tant « qu'expert en appui des parties (Party overflow) ».

Sur quoi ont porté vos recherches ?

Il s'agissait de démontrer la grande vulnérabilité des populations micros insulaires face à l'élévation du niveau de la mer (réduction des surfaces urbaines et agricoles) ; le rôle positif de la mangrove dans la pondération de l'élévation du niveau de la mer et notre manque d'anticipation face aux sécheresses de plus en plus longues et intenses. L'objectif majeur étant l'anticipation à tous les niveaux, et particulièrement en matière d'aménagement du territoire.

S'il devait y avoir UNE mesure phare à prendre ?

Sur des territoires aussi sensibles que les nôtres, il convient d'anticiper les évolutions environnementales en cours, en repensant l'aménagement de l'espace. La révision des SAR (schéma d'aménagement régional) dans les DFA s'impose.

Et une mesure individuelle ?

Impulser au grand public une vraie prise de conscience, une vraie culture du risque via des actions répétées de vulgarisation. La population doit apprendre à se prendre en charge pour faire face à des situations de plus en plus problématiques et complexes.



CHLOÉ MAFFRE

Ingénieure d'études et de développement à la direction interrégionale Antilles-Guyane de
Météo-France, Martinique.

« UNE MEILLEURE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU »

Comment étudiez-vous l'impact local du réchauffement ?

Je contribue aux travaux de régionalisation des effets du changement climatique à partir des scénarios d'émissions de gaz à effet de serre du GIEC. Notre travail s'est déroulé dans le cadre du projet FEDER C3AF (changement climatique et conséquences aux Antilles françaises) et du projet Guyaclimat pour la Guyane.

A quoi servent vos données ?

A valoriser des connaissances auprès d'interlocuteurs institutionnels ou privés et du grand public. Une fois les projections climatiques réalisées, il faut en tirer les messages les plus pertinents pour les besoins de chacun : une collectivité pourra s'intéresser aux moyennes annuelles ou mensuelles de pluviométrie ; un assureur plutôt par l'occurrence de phénomènes extrêmes à venir et leur intensité maximale.

S'il devait y avoir UNE mesure phare à prendre ?

Une meilleure gestion de la ressource en eau. Avec l'intensification des sécheresses à venir, les coupures récurrentes pourraient menacer sérieusement notre résilience, notamment agricole.

Et un comportement individuel à adopter ?

Diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. En Martinique, l'électricité est très carbonée. Limiter sa consommation, en évitant la climatisation à outrance, est un comportement individuel facile à mettre en place.



Jeunesse : une stratégie et un pari

La jeunesse est l'une des priorités de la mandature de Louis Mussington. Entretien avec **Dominique Louisy**, 3^{ème} vice-présidente de la Collectivité, en charge du Développement humain.

Texte Agathe Mathieu - Photo Raphaël Novella



Dominique Louisy, 3^{ème} vice-présidente de la Collectivité

En quoi est-ce important pour votre mandature de miser sur la jeunesse ?

Beaucoup de jeunes, diplômés ou pas, sont perdus. Ils ne savent pas toujours à qui s'adresser pour leurs différents projets, que ce soit l'emploi ou la formation. C'est pourquoi notre mandature a fait un pari sur la jeunesse. D'autant plus que nous avons beaucoup de jeunes talents, que l'on veut accompagner afin qu'ils puissent finaliser leurs projets et leurs rêves. Nous souhaitons aussi permettre à nos jeunes de revenir sur le territoire, c'est un moyen d'étoffer nos services et de rapprocher les familles.

Quels sont les projets réalisés depuis le début de la mandature ?

Nous avons créé la Mission locale, qui s'occupe des jeunes de 16 à 25 ans, ou 30 ans s'ils sont en situation de handicap. Elle a pour but d'accueillir des jeunes qui ont besoin d'information, d'être orientés sur des formations ou des déplacements hors du territoire. Le Centre territorial d'information jeunesse (CTIJ) a également été créé par délibération en mars 2022, labellisé en novembre 2022 et conventionné avec Info jeunes Paris le 1er janvier 2023. C'est un lieu où les jeunes dès l'âge de 12 ans peuvent se rendre pour toutes sortes de questions. Cela concerne leur vie privée, leur vie scolaire et leur vie étudiante. En ce qui concerne le sport, nous avons créé le CEES, Centre d'excellence et d'éducation par le sport. C'est un gros projet qui va permettre à des jeunes, à la rentrée de septembre, d'être accompagnés à la fois sur le plan sportif et sur le plan scolaire. L'athlétisme, le basketball et le football seront mis à l'honneur durant la première année d'ouverture du Centre.

D'autres chantiers sont-ils en cours ?

Oui, c'est notamment le cas de la réfection de la médiathèque, prévue pour 2024. Les collèges 600 de Quartier d'Orléans et 900 à la Savane sont également prévus pour 2024. Si on tient les délais, l'année prochaine de nombreux projets seront sortis de terre. Nous avons aussi des projets de création d'une piscine territoriale et de réfection de la Maison de la culture à Sandy Ground, un manque sur la partie française. Enfin, nous sommes en train de finir de rénover les derniers terrains sportifs de Sandy Ground et Quartier d'Orléans, et bientôt d'agrandir la Halle des Sports Vanterpool de Marigot.

**Cette année
encore,
on vous met
des étoiles
plein les yeux.**



Orange
réseau mobile

N°1

**aux Antilles-Guyane
pour la 5^{ème} année consécutive**

Selon les résultats de la campagne de mesures de la qualité des services mobiles outre-mer, publiée par l'Arcep le 22 mai 2023 Orange est premier ou premier ex-aequo sur 97 critères sur 97 aux Antilles-Guyane. Données disponibles en open data sur le site data.gouv.fr et sur <https://monreseaumobile.arcep.fr> 05/23 © Orange Caraïbe - S.A au capital de 90 360 000€ - Siège social : 1 Avenue Nelson Mandela 94110 Arcueil - 379 984 891 RCS Créteil.

**Vous rapprocher
de l'essentiel**





ewagsport



EW'AG sport

LE COMPTE INSTAGRAM DÉDIÉ
AUX ATHLÈTES ULTRAMARINS !



ARTICLES - PHOTOS - VIDÉOS
À VOS MARQUES !



10.328 views

Ewagsport Retrouvez l'actualité sportive de vos territoires.

[View all 328 comments](#)

6 DAYS AGO

Un dispositif local pour des formations individuelles

Pour aider les demandeurs d'emploi à se former dans des domaines bien spécifiques, la **Collectivité de Saint-Martin** a récemment créé un dispositif territorial de financement individuel de formation professionnelle, intitulé le Pass Formation.

Texte Agathe Mathieu



Martine Beldor, conseillère territoriale

La formation professionnelle fait partie des priorités de la Collectivité Territoriale de Saint-Martin qui souhaite utiliser pleinement cette compétence pour lutter contre le chômage de masse, explique Martine Beldor, Conseillère Territoriale en charge de l'emploi, l'apprentissage, la formation et l'insertion professionnelle. C'est que prévoit le programme territorial de formation professionnelle (PRFP). Cependant « les formations dispensées dans le cadre des formations collectives ne répondent pas toujours aux besoins de certains demandeurs d'emploi, dont le projet professionnel peut être plus ou moins spécifique », nous explique-t-elle. Face à ce constat, la Collectivité a ainsi mis en place le Pass Formation, un nouveau dispositif de financement individuel.

En complément des dispositifs existants

Co-financé à hauteur de 85 % par le Fonds social européen (FSE), le Pass Formation s'adresse « aux jeunes et aux adultes

qui visent l'accès, le maintien ou le retour à l'emploi », détaille Martine Beldor. Seul prérequis : être inscrit au Pôle emploi et/ou à la Mission Locale. Ce dispositif vient en complément d'un dispositif de financement déjà existant, l'Aide individuelle à la formation (AIF), qui est « limité dans son utilisation car il ne permet de financer que partiellement des frais pédagogiques liés au suivi d'une action de formation, sans rémunération ».

Grâce au Pass Formation, les demandeurs d'emploi pourront prétendre à des formations individuelles dont le coût sera pris en charge à hauteur de 8 000 € maximum. Pour répondre aux besoins du territoire, le dispositif sera prioritairement utilisé dans les secteurs de « niches d'emplois » où le taux de satisfaction des offres est le moins favorable et dans les secteurs de niches d'emplois qui ne bénéficient pas de sessions collectives dans le cadre du programme territorial de la Collectivité ou encore dans les secteurs et métiers en tension identifiés par le Service public de l'emploi ». Les formations peuvent se dérouler sur place mais il y a également la possibilité de se former au-delà de nos frontières quand les formations ne sont pas accessibles sur le territoire », précise Martine Beldor.

100 bénéficiaires jusqu'à la fin de l'année

Ce dispositif expérimental d'un coût total de 800 000 € va permettre de financer 100 pass jusqu'au 31 décembre 2023. Une première convention en partenariat avec la Mission locale, qui accompagne les jeunes dans leur parcours personnel et professionnel, a été signée le 10 mai dernier. Le deuxième prescripteur de ces formations individuelles est Pôle emploi, dont le partenariat avec la Collectivité est sur le point d'être finalisé.

DES SECTEURS CIBLES

La liste des secteurs concernés est actualisée chaque année au regard des besoins réels du territoire. On y trouve : les services aux particuliers et aux entreprises, la construction, la télécommunication, le commerce, l'environnement, la production d'eau et d'électricité, la maintenance, le transport et logistique, l'agro-transformation, l'économie sociale et solidaire, l'économie bleue et croissance verte, le tourisme, le numérique, la santé, le médico social...

La Maison de Saint-Martin

Une antenne essentielle pour le territoire et pour les Saint-Martinois.

Texte et photo Ann Bouard



Louis Mussington, président de la Collectivité de Saint-Martin, dans le bureau réservé aux élus à la Maison de Saint-Martin

L'antenne parisienne de la Collectivité de Saint-Martin a été créée en 2014. Installée en premier lieu rue de Varenne, elle avait déménagé dans le 16^e arrondissement en 2019. Nouveau déménagement en juin, cette fois pour s'implanter de manière durable dans des locaux désormais propriété de la Collectivité. L'occasion de découvrir les missions de l'équipe installée dans ce petit bout de territoire saint-martinois au cœur de Paris.

La représentation d'une collectivité, aussi petite soit-elle, à Paris est une obligation. La Collectivité de Saint-Martin était représentée dans la capitale depuis 2014. Près de dix ans plus tard et au vu des loyers parisiens, elle a fait le choix d'investir et d'installer la Maison de Saint-Martin, rue de Penthièvre. Le choix est stratégique car elle est désormais proche des ministères et bien desservie par les transports en commun, deux critères importants pour mener les missions dont elle a la charge. Elle a été inaugurée le 7 juin dernier par le président de la Collectivité, Louis Mussington, en présence du ministre délégué à l'Outre-mer, Jean-François Carencu, de la sénatrice Annick Pétrus, du député Franz Gumbs et du conseiller territorial Steven Cocks.

Une porte d'entrée pour l'intégration des étudiants

Les « success departure » organisés au début de l'été à Saint-Martin, visent à préparer les futurs étudiants à la nouvelle vie qui les attend dans l'Hexagone. Malgré tout, à leur arrivée, ils ont souvent besoin d'être accompagnés dans leurs démarches, pour s'intégrer, se loger ou tout simplement trouver une solution aux difficultés qu'ils rencontrent. C'est le rôle de Jeannine Hodge, la directrice de la Maison de Saint-Martin, qui a à cœur de gommer tous ces tracasseries pour que chacun puisse s'épanouir et se consacrer pleinement aux études. Dans ce nouvel espace, ils peuvent être reçus, bénéficier de l'une des six places de coworking, être mis en relation avec Nebot Patrimoine qui facilite l'accès au logement ou encore rencontrer le tissu associatif de Saint-Martin, présent à Paris et très dynamique. Un bon moyen d'échanges, qui s'étend au-delà de la capitale avec les antennes de province notamment du Crous ou de l'association Pelicarus.

Une proximité avec les instances gouvernementales

La Maison de Saint-Martin est aussi un espace de travail pour le président de la Collectivité et les élus pour défendre les intérêts du territoire ou présenter les dossiers aux instances publiques lors de leurs séjours parisiens. Être au plus près des centres décisionnels, pour renforcer les liens avec les institutions françaises et européennes, est une priorité pour tout territoire ultramarin.

C'est le travail dévolu à Rudya Lake et Karine Bertaux, chargées de mission des affaires européennes. Elles suivent les dossiers à Paris mais aussi à Bruxelles. Elle se rendent d'ailleurs fréquemment dans la capitale belge où elle disposent d'un bureau mutualisé avec les cinq autres RUP françaises. Elles assistent chaque mois à la commission technique et interviennent sur le volet politique afin de travailler sur les amendements proposés. Pour mener à bien cette mission, elles assurent en amont une veille juridique afin d'examiner chaque proposition et cas de nécessité, anticiper et demander une adaptation pour le territoire. Car tout l'enjeu consiste effectivement à ce que les spécificités saint-martinoises soient prises en considération. Le travail de lobbying qu'elles mènent est alors essentiel...

Maison de Saint-Martin
27-29, rue de Penthièvre 75008 Paris
comparis@com-saint-martin.fr / 01 40 48 29 60 /
Accueil : du lundi au vendredi, de 10h à 18h.


St. Martin
THE FRIENDLY ISLAND
FRENCH CARIBBEAN


Festival de la
Gastronomie
Saint-Martin

DU 11 AU 22 NOVEMBRE 2023

FROM NOVEMBER 11th TO 22nd 2023

www.festival-st-martin.com



PROJET COFINANCÉ
par le fonds européen
de développement régional

« Tous les fonciers sont importants à Saint-Martin »

Cette année, l'**Établissement Public Foncier** de Guadeloupe fête ses dix années d'existence. Corine Vingataramin sa directrice générale revient sur les missions de l'Établissement et singulièrement, sur les actions mises en place sur le territoire de Saint-Martin.

Texte Célia Labry - Photo Lou Denim

Quelles sont les missions et le rôle de l'établissement public foncier de Guadeloupe ?

Les missions de l'Établissement public foncier de Guadeloupe sont celles que l'on retrouve dans tous les établissements publics fonciers de France, qu'ils soient publics ou d'État. Leur rôle essentiel est de maîtriser le foncier destiné à la réalisation des projets. Cela peut être de grands projets structurants comme des opérations d'habitat, des projets d'infrastructures ou des projets d'équipement public.

Chaque établissement public foncier qu'il soit local ou d'État s'adapte aux spécificités de son territoire. Après 10 ans d'existence, nous avons réadapté notre activité pour répondre aux besoins des communes en matière notamment d'ingénierie, de projets. Nous achetons le foncier et procédons préalablement à un certain nombre d'études de faisabilité. Une fois que ce bien est inscrit à notre patrimoine, nous pouvons accompagner la commune dans l'amorçage de son projet. Notre satisfaction est de voir le projet sortir de terre.

Quelles sont les particularités du foncier à Saint-Martin ?

J'ai tendance à dire que la Guadeloupe est un petit territoire fragile et vulnérable. Mais cette assertion est encore plus vraie à Saint-Martin exposée aux mêmes risques naturels. Le foncier pouvant être maîtrisé, mobilisé pour la réalisation de projets, n'est pas énorme, puisque l'île est en grande partie déjà très urbanisée. Aujourd'hui, l'enjeu est double : il s'agit d'entrer dans une démarche de prospection foncière mais également dans une démarche de recyclage des fonciers. Tous les fonciers sont importants à Saint-Martin. Quand on se promène à Marigot et Grand-Case, il y a encore énormément de dents creuses, de bâtis vacants. C'est donc un potentiel foncier qui y est important. Le vrai challenge est de partir à la reconquête de toutes ces dents creuses, logements vacants, en préservant au maximum les terrains qui ne sont pas encore artificialisés.

Justement comment intervenez-vous sur le foncier dans ce contexte ?

Nous avons signé la convention de partenariat avec la collectivité il y a quelques mois. Nous avons réalisé un premier recensement complet des dents creuses et des logements vacants sur Marigot. Ce travail est complètement terminé et nous sommes en train de terminer une deuxième mission similaire, mais cette fois, à Grand-Case. À l'issue de ces deux recensements, nous allons établir avec la collectivité de Saint-Martin le protocole d'intervention foncière, qui fixera les orientations stratégiques en matière d'intervention foncière pour les cinq années à venir sur la période 2024-2028. Il s'agit vraiment de travailler avec la collectivité de Saint-Martin pour connaître ses priorités, les secteurs d'intervention prioritaire et avoir de la lisibilité sur ce que nous allons réaliser et ce qu'il faudra mobiliser en termes d'ingénierie foncière mais aussi de financement pour y arriver.

Une convention a été signée le 3 avril 2023 avec la Collectivité de Saint-Martin, qui en est à l'origine ?

Après l'ouragan Irma (NDLR en 2017), nous avons sollicité la Collectivité afin de connaître ses besoins en matière de foncier. Nous avons proposé à l'équipe en place de faire un recensement de ses propriétés parce qu'elle n'en avait pas. Un recensement exhaustif du patrimoine de la collectivité a été effectué en recherchant des titres de propriété, en faisant des fiches pour chaque bien. Nous avons aussi réalisé des enquêtes de terrain pour connaître l'état d'occupation de chaque bien. C'est un travail relativement colossal, mais qui n'a pas forcément donné de suite.

Fin 2022, la collectivité est revenue vers nous car elle avait des besoins en matière d'habitat, de maîtrise du foncier. Mais elle n'avait pas forcément la disponibilité foncière. La collectivité avait besoin d'aide dans le domaine de la maîtrise du foncier, mais aussi en ingénierie foncière de manière plus générale. Il ne faut pas oublier que les EPF ne sont pas simplement des outils de mutualisation financière, ce sont aussi des outils qui opèrent une certaine forme de solidarité entre les territoires.



Les EPF sont
aussi des outils
qui opèrent une
certaine forme de
solidarité entre les
territoires ”



Mouvement
des **Entreprises**
de **France**
Saint-Martin



L'expérience,
La détermination
L'union,
Au service du territoire



Des alliés de poids pour les entrepreneurs

Comme toutes les entreprises ultramarines, celles de Saint-Martin souffrent d'un éloignement des instances nationales. Depuis 2012, la **FIPCOM/MEDEF Saint-Martin** défend globalement les intérêts économiques du territoire et plus particulièrement ceux des entreprises. Entretien avec Michel Vogel, président de la FIPCOM.

Texte Ann Bouard - Photo Raphaël Novella

Est-ce que le tissu économique de Saint-Martin justifie la présence d'entités telles que le Medef, la Fipcom ?

Nous avons un contexte économique assez particulier à Saint-Martin car il y a peu de grosses structures. On ne dénombre que dix entreprises de plus de 50 salariés, souvent des succursales de groupes de Guadeloupe ou Martinique (banques) ou des institutions publiques ou semi-publiques (Semsamar) et 75 seulement de plus de cinq salariés. Le tissu économique est majoritairement constitué de petites entreprises de moins de cinq salariés (1 425) et surtout de travailleurs indépendants (4 000). Ces petites et très petites entreprises sont isolées et n'ont que peu de poids individuellement, pour défendre leurs intérêts. Être accompagné, bénéficier de conseils et pouvoir s'appuyer sur un réseau étendu comme celui du Medef en faisant remonter les informations via la FIPCOM est incontestablement un atout.

Ces entreprises ont donc tout intérêt à adhérer à la FIPCOM ?

Les entreprises ou associations locales ont des connexions au niveau local. Mais quand il s'agit de s'adresser aux instances nationales, cela est plus compliqué. Le MEDEF, premier réseau d'entrepreneurs de France, devient alors un négociateur essentiel pour les entreprises quelle que soit leur taille. La FIPCOM est le lien qui permet de faire remonter l'information pour que soit, par exemple, formulées les demandes d'adaptation des lois et des réglementations françaises aux spécificités locales. C'est ce que nous avons fait en 2017 après le passage d'Irma, ou plus récemment lors de la crise sanitaire.

Concrètement qu'ont-elles obtenu ?

Sans ce travail mené en haut lieu, il y aurait eu beaucoup plus de dépôts de bilan. Nous avons réussi à négocier notamment

le maintien de la Lodeom (loi pour le développement économique des Outre-mer) bien plus avantageuse que les dispositions prises par ailleurs. Le premier bénéfice pour les entreprises était sur le montant des charges salariales, mais aussi sur la mise en place d'une exonération de charges de six mois à un an. Le licenciement économique et l'activité partielle ont également pu être adaptés. Plus globalement, les dossiers portés par le Medef concernent tous les sujets pouvant impacter les entreprises, du projet de loi de financement de la sécurité sociale, en passant par la déclaration des pourboires, l'augmentation des effectifs requis pour certaines obligations du droit du travail, ou la prise en charge des conseillers prud'homaux de Saint-Martin jusqu'à la défiscalisation hôtelière... Les combats à mener pour maintenir une économie locale saine sont permanents et la mobilisation des forces économiques du territoire est le seul moyen de se faire entendre et d'avoir du poids auprès des pouvoirs publics.

Votre prochain rendez-vous avait lieu le 24 juin. Quel était son objectif ?

La FIPCOM organise chaque année deux rencontres entre les chefs d'entreprise de Saint-Martin, les instances locales et des acteurs économiques de la région. Ces petits-déjeuners de l'entrepreneur permettent d'échanger directement, voire de débattre de certaines problématiques, directement avec les décideurs que sont les élus de la Collectivité ou encore les services de la Préfecture. C'est aussi une manière pour les chefs d'entreprise ou travailleurs indépendants de se rencontrer et ainsi élargir leur réseau professionnel. Lors de la rencontre samedi 24 juin, nous avons également fait un premier bilan de la mandature en cours et abordé les projections économiques à venir.



Faire rayonner la Guadeloupe,
tel est le leitmotiv de
l'équipe ALL DAY IN

Le festival **incontournable** de la Caraïbe

La 7e édition du **ALL DAY IN** progresse encore en termes de programmation, de rayonnement culturel et de diversité. Une édition et un concept qui font date.

Texte Julie VdW - Photo Lou Denim

La thématique de cette édition, Tropical circus, promet une ambiance féérique aux festivaliers venus de tous les horizons. Depuis sa création, en 2015, ce festival de deejaying caribéen connaît un immense succès. Après plusieurs années d'activité, il est arrivé à maturation, il semblait alors nécessaire pour ses fondateurs de le réécrire. À quelques jours de l'ouverture, l'équipe ALL DAY IN assume son leitmotiv, "faire rayonner la Guadeloupe".

Une programmation unique

C'est le plus gros festival de la Caraïbe ayant la capacité d'accueillir autant d'artistes internationaux du moment. Fort du succès des années précédentes, la programmation artistique est encore élargie et offrira au public les artistes et dj's les plus populaires du moment. La programmation est à la hauteur des espérances des festivaliers avec notamment Tiakola, Meryl, SDM, Moody Mike, Jicypie, T Kimp Ge, Tribal Kush, Mik L, Natoxie, Dj Killerz. Ainsi que des artistes emblématiques de la scène internationale, nationale et locale comme Capleton, Joé Dwèt Filé, Akiyo, Patrice Roberts, Asa Bantan ou encore Warped.

Le village préventif ludique

La nouveauté de cette édition sera la mise en place d'un village préventif en milieu festif : le ADI PARTY SAFE. Il permettra de sensibiliser les festivaliers aux différentes problématiques de la société actuelle telles que les comportements à risque, les risques auditifs, le harcèlement sexuel, le consentement, l'environnement et la sécurité. Au cœur du village vous trouverez un espace culturel ainsi qu'une zone de repos.

Un cocktail "anti relou"

Les serveurs des différents bars sont formés à la prévention contre le harcèlement et un cocktail "anti-relou", le ADI PINK, est prévu pour permettre de se faire identifier dans n'importe quel bar et de se prémunir contre d'éventuels faits de violence, harcèlement, etc.

Un festival au rythme de l'inclusion

Le festival a également amélioré son dispositif d'accueil pour les personnes à mobilité réduite et les sourds et malentendants, avec des parkings, navettes et accueils dédiés, ainsi qu'un accès bar avec interprètes en LSF (langue des signes française), de profiter pleinement du spectacle. Les festivaliers souhaitant bénéficier de ce dispositif devront en faire la demande en remplissant le formulaire disponible sur le site à la rubrique accessibilité. Une plateforme en hauteur est prévue pour permettre à tous de profiter pleinement du spectacle.

ALL DAY IN VERSION PREMIUM

L'expérience premium garantit de vivre pleinement l'expérience du festival, avec hôtesses attitrées, service haut de gamme, espace exclusif avec cuisine raffinée, entrée Premium pour éviter les files d'attente. Attention, places limitées.

Billetterie et informations :
www.alldayinmusicfestival.com





Les formations des **métiers du sport**

Au-delà de la préparation des sportifs de haut niveau, le **CREPS Antilles-Guyane** offre un large panel de formations, accessibles à tous ceux et celles qui veulent exercer un métier dans le domaine du sport. Certaines sont dispensées à Saint-Martin.

Texte Ann Bouard - Photo Lou Denim

Formations initiales ou continues, recyclages, préparations aux concours de la fonction publique... les formations du CREPS sont adaptées à tous les publics et de tous niveaux. Elles débouchent sur des diplômes d'État permettant d'encadrer de manière professionnelle la majorité des activités sportives.

Elles sont dispensées en alternance, au centre de formation de Pointe-à-Pitre, pour l'aspect pédagogique, et dans une structure d'accueil pour la partie pratique. Cependant pour certaines, la pratique se fait également au CREPS, lorsque le territoire ne dispose pas de toutes les infrastructures requises.

BON À SAVOIR : LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE

La VAE permet à toute personne engagée dans la vie active de faire valider les acquis de son expérience professionnelle par un diplôme. La demande de recevabilité s'effectue auprès de la DRAJES avant le dépôt du dossier devant un jury. Le candidat est ensuite convoqué à un entretien (en visio) pour défendre son dossier. Le jury peut donner tout ou partie du diplôme (de 1 à 4 UC, acquis à vie). En cas d'obtention partielle, il suffit de redéposer son dossier ou de suivre la formation requise.

Deux nouvelles formations à Saint-Martin

Depuis une quinzaine d'années, le CREPS propose des formations sur le territoire. En réponse aux appels d'offres de la Collectivité, elles étaient jusqu'à présent axées sur des diplômes polyvalents, pour des activités d'animateurs afin de répondre aux attentes sur le terrain. Les choses ont depuis évolué et deux nouvelles formations ont pu être mises en place : un BPJEPS activités aquatique (niveau 4/Bac) pour exercer comme maître-

nageur et un DEJEPS développement de projets, territoires et réseaux (niveau 5/Bac +2) pour les directeurs de structure.

La formation brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, activités aquatiques et de la natation (BP JEPS AAN) débutée en septembre est en passe de s'achever après 750 h de cours et 300 h en entreprises. Le BPAAN et le DE sont financés en partie par le Fond Social Européen. Les stagiaires ont également effectué trois séjours en Guadeloupe et cinq déplacements à Saint-Barthélemy afin de s'exercer en piscine, infrastructure pour l'instant inexistante sur la partie française de l'île. Tout au long de l'année, le CREPS, en complément des cours dispensés par Aquatico, co-coordonateur pour la gestion au quotidien, et des stages mis en place par Tous à l'Ô pour la pratique, a dépêché ses formateurs sur place. Les stagiaires passent leur dernier examen de validation en fin de mois et recevront leurs diplômes en septembre.

En octobre 2022, c'est une autre formation qui a été lancée, toujours à la demande de la Collectivité, pour les personnes destinées à exercer en tant que directeur de structure. Plus centrée sur les diagnostics et méthodologies de projets pour développer des structures à l'échelle du territoire, elle se terminera en novembre 2023.

La proximité de la Guadeloupe

Lorsque que le nombre minimum requis de 12 candidats ne peut être atteint, les formations s'effectuent directement au CREPS. Les lycéens peuvent faire la demande via Parcoursup (50 € de frais d'inscription), la formation étant prise en charge par l'État dans ce cadre. Les demandeurs d'emplois peuvent demander une aide au pôle emploi et au conseil régional.

Le logement est à la charge du stagiaire, mais le CREPS offre un service d'hébergement au sein même de sa structure. La majorité des formations s'effectuent selon le calendrier scolaire. Le CREPS met en place, tous les ans, des diplômes d'état de plongée et des recyclage plongée et maître-nageur et les différentes options des activités de la forme. Outre les diplômes jeunesse et sports, le CREPS organise, pour les personnes déjà diplômées, des formations continues (savoir rouler à vélo, sport santé, accompagnement et inclusion des personnes en situation de handicap). Informations sur les nouvelles formations et inscriptions sur :

www.crepsag.fr/formation.offre

Un **tremplin** pour le sport saint-martinois

Opérationnel depuis décembre 2022, le **Centre d'excellence et d'éducation par le sport** (CEES) a lancé ses premières sélections, emmené une délégation d'athlètes aux Jeux des îles et projette la création de trois centres de perfectionnement territoriaux (CPT). Beaucoup de projets sont dans les starting-blocks, dont un comité territorial olympique et sportif.

Texte Ann Bouard



Les jeunes Saint-Martinois peinent à se faire une place dans le sport de haut niveau. Leur talent n'est pas remis en cause, mais le manque d'entraînements, le peu d'infrastructures et un niveau scolaire parfois moyen sont autant de handicaps pour développer leur potentiel. Le CEES met en place des outils pour les préparer à intégrer des filières sportives de haut niveau en conciliant projet scolaire, sportif et social. En parallèle, les futurs cadres techniques des métiers du sport seront eux aussi accompagnés individuellement pour monter en compétence. Actuellement, 15 jeunes athlètes suivent une formation hors du territoire ; c'est plus que les effectifs réunis de Guadeloupe et Martinique. Saint-Martin peut prétendre à se faire une place sur les podiums nationaux ou internationaux au cours des prochaines années.

Parcours de performance

L'objectif, à travers un accompagnement individualisé et adapté, est d'améliorer le niveau des jeunes pour leur ouvrir les portes des pôles espoirs ou des formations d'excellence. À la rentrée

2023-2024, trois CPT seront créés pour les jeunes scolarisés à partir de la 6e. Ils bénéficieront d'un accompagnement sportif, technique, physique et médical durant leur année et suivront le programme scolaire avec un emploi du temps adapté à leurs entraînements. Selon leur projet et leurs résultats, ils pourront prétendre à une Bourse à la mobilité d'excellence sportive.

Le CEES va débiter avec le football, le basket et l'athlétisme mais d'autres disciplines sportives devraient bientôt venir étoffer le dispositif et les élèves de CM1 et CM2 pourraient y être intégrés dès 2025. Un centre d'hébergement est également en projet pour qu'ils puissent bénéficier, dans le cadre d'un internat, d'un environnement propice, avec la rigueur que requiert leur entraînement.

Formation et professionnalisation

La formation et la professionnalisation du personnel encadrant est un axe important du CEES, car c'est le socle de la préparation des jeunes sportifs. Des formations seront mises en place sur le territoire ou en lien avec le CREPS



Antilles-Guyane ou des organismes tels que Kalamus, l'Institut martiniquais du sport, etc. Ces formations diplômantes, tant pour les coaches et encadrants que pour tous les métiers qui gravitent autour du sport, constituent un atout supplémentaire pour le développement du sport de haut niveau sur le territoire.

PREMIÈRES DÉTECTIONS : 48 JEUNES SÉLECTIONNÉS

La première session de détection du CEES a eu lieu fin avril pour le basket, l'athlétisme et le football. 120 enfants, des classes de CM2 à la 4e, ont participé aux ateliers mis en place par les cadres techniques des futurs CPT pour évaluer leur potentiel.

Le football constituait la plus grosse délégation avec 89 enfants issus des clubs de la Juventus, Saint-Louis, Phoenix, Juniors Stars et FC Marigot. L'athlétisme, ne disposant désormais que d'un seul club sur l'île, a présenté neuf athlètes. Pour le basket, les effectifs Saint-Martinois étaient renforcés par les joueurs de Saint-Barth.

À l'issue de cette journée, les listes finalisées par chaque ligue concernée ont été communiquées à l'Éducation Nationale, pour affiner la sélection en fonction des résultats scolaires, qui se doivent, eux aussi, d'être excellents.

Pour cette première sélection, ont été attribuées 8 places en athlétisme 16 places en basket et 24 places en football.

Indépendance sportive et attractivité touristique par le sport

Le CEES met tout en œuvre pour qu'un Comité territorial olympique et sportif voit le jour. Sa création engendrera l'intégration de nouvelles disciplines sportives et a pour but de

conférer à Saint-Martin une identité propre sur les podiums régionaux voire internationaux.

Dans un horizon plus lointain, le CEES veut également œuvrer au développement de l'attractivité du territoire par le sport, en positionnant Saint-Martin sur la carte du sport-tourisme. Le projet est ambitieux mais l'enjeu est également de pouvoir créer ou accueillir des événements sportifs d'envergure à Saint-Martin.



© Ann Bouard

UNE PREMIÈRE MÉDAILLE POUR SAINT-MARTIN AUX JEUX DES ÎLES

Pour la première fois de son histoire, Saint-Martin était invitée à participer sous sa propre bannière aux Jeux des îles qui se sont déroulés du 22 au 27 mai en Corse. 37 athlètes ont défendu les couleurs de l'île en athlétisme, basket, football, gymnastique et tennis.

Face à eux, 11 territoires et près de 500 athlètes rompus à la compétition. Afin de tenir compte du décalage horaire, Saint-Martin est entré en lice le second jour. Si les résultats n'ont pas été à la hauteur de ceux escomptés dans 4 des disciplines, l'équipe d'athlétisme a décroché la médaille de bronze en relais grâce à la performance de Mylian Paul, Verlang Gamiette, Renato Daniel et Jahiem Kennedy-Hodge. En individuel, Désirée Gamiette, constante, n'a pas démérité avec deux 4e places, sur le 400 m et le 800 m et une 6e place au 1 500 m.

Au-delà des performances, ce déplacement a été une expérience qui restera gravée dans la mémoire de ces jeunes sportifs, leur donnant déjà l'envie d'aller plus loin. Pour les dirigeants du CEES, il fut riche d'enseignements et va permettre d'affiner les dispositifs à venir. Cette 25e édition a été remportée par la Sardaigne qui recevra les prochains Jeux des îles en 2024.

La **gen Z**, génération de tous les défis ?

Nés entre 1997 et 2012, les membres de la génération Z sont connus pour rebattre les cartes, notamment au bureau. Alors qu'ils rentrent aujourd'hui dans le monde du travail, se pose de plus en plus la question de savoir comment attirer et retenir ces talents pour le moins anticonformistes.

Texte Axelle Dorville

Ils seraient particulièrement progressistes, des utilisateurs chevronnés des réseaux sociaux, aspirant à davantage de diversité, de durabilité et de flexibilité et rejetteraient les conventions. L'équilibre vie pro/vie privée et le respect de leur temps personnel seraient par ailleurs indispensables, à tel point que cette génération Z a pu être qualifiée de "fainéante" par les générations plus âgées, se limitant, à tort ou à raison, au strict minimum. Toujours est-il que les membres de la génération Z composent un vivier de talents à l'approche novatrice, qui pourrait bien révolutionner un monde du travail qui atteint ses limites, de plus en plus décrit comme épuisant voire déshumanisant.

Les conditions de travail

Attentifs aux conditions de travail proposées au moment de postuler, la génération Z est toute aussi vigilante au cadre offert pendant son contrat, qui peut constituer une raison de démission dans l'optique de trouver mieux ailleurs. Les critères importants pour ces jeunes travailleurs sont la flexibilité horaire et le travail hybride, en somme la possibilité de décider de son temps de travail et de son organisation en toute autonomie, sans être soumis au contrôle d'une hiérarchie. Ne pas passer sa vie, et plus précisément ses journées, à travailler pourrait être un des leitmotivs de cette génération qui ne souhaite pas être contrainte par des horaires et des temps de présence au



bureau, tant que le travail est réalisé. Exit les tâches inutiles ou chronophages et les process à rallonge. Ces travailleurs ne sont certainement pas attachés aux normes qui ont pendant des décennies régi l'organisation d'entreprise, la communication et la hiérarchisation entre collaborateurs, et n'hésitent pas à faire valoir leurs droits. Il est enfin important de noter que l'inclusion peut être un critère décisif pour ces jeunes qui se comportent au travail comme à la ville, et ne souhaitent pas gommer leur identité dans le cadre professionnel.

Le sens et l'impact

Au-delà des conditions de travail, les travailleurs de la génération Z accordent beaucoup d'importance à l'entreprise en elle-même, ses missions, ses valeurs et ce qu'elle représente. Le respect, la transparence, la responsabilité et l'utilité sociale, environnementale voire politique de l'organisation sont autant de cases à cocher pour susciter l'intérêt de ces travailleurs nés à la fin du 20e siècle. L'impact de l'emploi à titre individuel est tout autant valorisé que l'impact sur le collectif : les membres de la génération Z envisagent chaque nouveau rôle comme une opportunité d'apprendre et de développer de nouvelles compétences. L'offre de formation proposée aux collaborateurs est donc un outil à mobiliser pour attirer et retenir ces nouvelles forces de travail.

Pour la quatrième fois consécutive, Orange est reconnu réseau mobile N°1 à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin par l'enquête annuelle de l'Arcep

Pour la quatrième fois consécutive, l'enquête annuelle de l'Autorité de régulation des communications électroniques sur la qualité de services des réseaux mobiles et la fiabilité des cartes de couverture dans les territoires d'outre-mer confirme qu'Orange est le réseau mobile n°1 à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

Dans son communiqué, l'Arcep, arbitre expert et neutre au statut d'autorité administrative indépendante, observe ainsi que « Orange présente globalement les meilleures performances sur les indicateurs Voix et SMS ».

Les résultats de l'enquête placent Orange 1er ou 1er ex-aequo sur tous les indicateurs de qualité de service voix, SMS et data à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin¹.

En particulier, Orange se classe :

- N°1 sur la navigation web sur les axes routiers,
- N°1 sur les sms dans les lieux de vie.

C'est grâce au travail, à l'expertise de ses équipes et au niveau d'investissement dans ses réseaux qu'Orange voit ses efforts récompensés et son réseau mobile classé, une nouvelle fois, 1er ou 1er ex-aequo sur la plupart des critères mesurés sur l'ensemble de la zone Antilles-Guyane².

Thierry Kergall, Directeur Orange aux Antilles Guyane déclare : « Je suis très fier pour nos équipes qui œuvrent au quotidien pour offrir le meilleur réseau à nos clients ».

¹ Selon l'enquête publiée par l'Arcep le 22 mai 2023, Orange est premier ou premier ex-aequo sur 31 critères sur 31 publiés en open data à Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

² 1er ou 1er ex-aequo sur 97 des 97 critères publiés en open data.

**Cette année encore,
on vous met des
étoiles plein les yeux.**


Orange
réseau mobile
N°1
aux Antilles-Guyane
pour la 5^{ème} année consécutive



Saison **record** à Saint-Martin

Acteur majeur du transport aérien, le groupe **Air France – KLM** enregistre de bons résultats sur les premiers mois de 2023. À partir du mois de Novembre, le groupe augmentera ses fréquences hebdomadaires.

Texte rédaction - Photo Alexandre Julien



ALCIDE GIMENEZ

Chef d'avion puis chef d'escale adjoint et depuis 2018 chef d'escale Air-France-KLM, l'enfant du pays a gravi tous les échelons au sein de la compagnie. Il est également président de l'Association des compagnies aériennes et de sous-traitance, qui lui permet "d'apporter de petits aménagements avec toujours pour objectif le confort des passagers".

Seule compagnie aérienne à assurer une liaison directe entre Paris et Sint Maarten, Air France est un opérateur majeur pour la destination. La connexion est assurée de manière quotidienne en juillet et août, en Airbus A330, avec une capacité de 224 sièges, dont 35 en business et 21 en premium.

Hub de Roissy

A partir de novembre la compagnie augmentera ces fréquences et opérera jusqu'à 10 vols hebdomadaires vers Roissy Charles de Gaulle, "un aéroport connecté au réseau d'Air France que ce soit en avion ou en train...", détaille Luc Diebold, directeur régional de la compagnie. En effet, l'offre d'Air France et de la SNCF permet aux clients de combiner dans une même réservation des trajets en train et en avion. "Cette intermodalité est choisie chaque année par plus de 160 000 clients. Le hub de Roissy offre aux passagers Saint Martinois la possibilité d'aller presque partout en Europe et d'être connectés en avion avec toutes les grandes métropoles du monde".

Destination soleil

C'est aussi vrai dans l'autre sens, l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle connecte Saint Martin avec la clientèle européenne "et avec de nombreux touristes internationaux en quête de destinations « soleil »", décrit Luc Diebold. A l'arrivée sur le sol saint-martinois, si bon nombre de passagers décident d'y passer leur séjour, Air France assure également la liaison vers Saint Barthélémy en partenariat avec Winair.

De plus, à partir de novembre 2023, le groupe proposera au départ de Sint Maarten - Princess Juliana Airport trois vols assurés par KLM vers Amsterdam. "La prochaine saison s'annonce donc de bon augure avec pas moins de treize vols chaque semaine, 3 vers Amsterdam avec KLM et 7 vers Paris opérés par Air France".

Nouveau guichet

Cet hiver sera également l'occasion pour la compagnie d'inaugurer son nouveau guichet de vente à l'aéroport, qui accueillera les voyageurs 7 jours sur 7. L'aéroport de Juliana devrait en outre proposer de nouveaux services dès la fin des travaux comme des ascenseurs, des accès prioritaires pour les clients ayant un statut « Sky Priority » ou encore un salon, plus spacieux et avec douches !



TREND CONCEPT

INVENTEUR DE NOUVEAUX ESPACES



(+590) 590 387 440



www.trendconcept.fr

 Trendconceptfwi



Élodie Claret, chargée d'affaires

Un partenaire pour **investir**

Inter Invest Outre-Mer accompagne depuis 26 ans petites et grandes entreprises ultramarines dans leurs projets industriels à Saint-Martin. Notamment, dans le secteur du tourisme, attractif en termes d'investissements grâce à son fort potentiel de défiscalisation.

Texte Agathe Mathieu - Photo Raphaël Novella

Issu du groupe Inter Invest, l'un des pionniers sur le marché du montage d'opérations en Loi Girardin Industriel depuis 1991, Inter Invest Outre-Mer est un partenaire essentiel des entreprises ultramarines. Présent à Saint-Martin depuis 26 ans, le cabinet propose des aides à l'investissement et réalise des recherches de financement adaptées aux besoins des entrepreneurs. Avec plus de 61 000 projets industriels financés et 4 milliards d'euros d'actifs financés en loi Girardin industriel et logement social, Inter Invest propose deux types d'investissements : des opérations industrielles de plein droit pour les projets d'un montant inférieur à 250 000 € ; et des opérations industrielles avec agrément fiscal pour les projets supérieurs à 250 000 €. L'équipe de conseillers basée à Howell Center s'appuie sur une bonne connaissance du contexte économique et social local ainsi qu'un large réseau de clients et de fournisseurs. Anthony Faure, responsable du développement commercial des Îles du Nord, vient renforcer l'équipe en place, afin de développer les secteurs sur lesquels Inter Invest est moins présent : les travaux publics, la restauration... Reconnue pour sa maîtrise du montage des opérations, Inter Invest a obtenu l'agrément ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) en tant que société de financement, et peut ainsi accompagner ses clients sur le complément crédit, en plus de l'aide fiscale. 100 % financé, après l'accord client !

Miser sur le tourisme

Les secteurs concernés par l'aide à l'investissement sont nombreux à Saint-Martin. Le tourisme est notamment un secteur attractif et à fort potentiel depuis le passage du cyclone Irma. Le déficit d'offre hôtelière et de restauration depuis 2017 a donné naissance à de nombreux projets ces dernières années. « La défiscalisation, possible de la construction à la rénovation du bien en passant par l'achat de mobilier, a notamment permis d'aider les hôteliers à rénover et monter en gamme », précise

Élodie Claret, chargée d'affaires présente à Saint-Martin depuis plus de 20 ans. Tous les établissements touristiques que sont les villas, les guest houses, les résidences de tourisme et les hôtels peuvent prétendre à cette défiscalisation à condition d'être classés. Présente au quotidien, Elodie Claret assure une démarche rapide et efficace et accompagne avec soin ses clients. Quant aux restaurants, loueurs de voitures et de bateaux en activités touristiques, « ils sont également éligibles à la défiscalisation et peuvent bénéficier des mêmes dispositifs pour investir et se développer ».

ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

Afin de prétendre à l'aide fiscale, chaque établissement doit être classé, c'est-à-dire obtenir une ou plusieurs étoiles attribuées par la Collectivité de Saint-Martin qui détient la compétence tourisme et procède donc à son propre classement. « C'est un gage de qualité et de professionnalisme », précise Élodie Claret. Sur 43 établissements en partie française, 7 hôtels, 3 résidences et 9 guest houses sont classés. « Pour les restaurants, il s'agit d'obtenir le titre de Maître restaurateur et permettre ainsi d'être reconnu par les professionnels mais aussi d'être visible à l'échelle nationale. »





Aïda Weinum
Peggy Oulerich
Ève Riboud



Directrices, femmes
de tête, inspirantes,
3 portraits de femmes
de Saint-Martin

Le goût du challenge

Directrice de l'Office de Tourisme de Saint-Martin depuis 2019, **Aïda Weinum** a gravi les échelons progressivement avec toujours le goût du risque et du dépassement de soi. Portrait.

Texte Agathe Mathieu

Aïda Weinum est une fille de l'île dont le parcours reflète une parfaite ascension professionnelle qui n'allait pas forcément de soi. Sans brûler les étapes, elle a su évoluer pour revenir mettre ses compétences au service de son territoire. Née en Guadeloupe d'un père saint-martinois et d'une mère guadeloupéenne, elle a passé toute son enfance et la majorité de sa scolarité à Saint-Martin. C'est peu avant de passer son baccalauréat qu'elle a changé complètement de cadre de vie en suivant sa mère en France métropolitaine. Titulaire d'un bac littéraire à 16 ans, Aïda souhaite alors devenir éducatrice spécialisée mais on l'estime « pas assez mûre pour poursuivre dans cette voie ». Après un job d'été au sein de l'Office de Tourisme de Saint-Martin, « la seule connexion que j'avais au monde du travail », précise-t-elle, la jeune femme décide de se lancer dans le tourisme, un peu au hasard. Un cursus universitaire à Tours, 6 mois en Espagne puis une année de master aux États-Unis, l'étudiante en profite pour voir le monde, déjà habituée au déracinement nécessaire qu'implique souvent une enfance à Saint-Martin. « Ça ne me faisait pas peur de partir. En tant que Saint-Martinois, on est obligé de s'adapter, d'être flexible. »

Retour aux sources

Au fil de ses pérégrinations, Aïda garde toujours en tête l'idée de revenir travailler sur son île natale. En 2007, à 6 mois de la fin de ses études, elle postule à l'Office de Tourisme de Saint-Martin où elle est embauchée en tant qu'assistante de communication. Moins d'un an après, on lui offre l'opportunité d'aller représenter son île à New York, où l'Office de Tourisme souhaite ouvrir une nouvelle branche. Pendant trois ans, elle y fait ses armes et acquiert les compétences qu'elle possède aujourd'hui. « J'étais vraiment sur le terrain, j'y ai tout appris ». En 2013, elle rentre à Saint-Martin et s'attaque à un nouveau défi : celui de s'occuper seule du marché latino-américain, « sans personne pour me guider, pour me dire ce qui a été fait, ce qui a fonctionné ou non », sourit-elle. Avec le recul et la sagesse de l'expérience, Aïda remarque qu'elle a toujours aimé « construire à partir de rien, à mon rythme, en appliquant mes méthodologies, en testant et en réajustant ». Son goût du risque et du challenge l'emmènera jusqu'au poste de directrice générale adjointe de l'Office de Tourisme où elle assurera les



missions du directeur général par intérim pendant un an, ne se sentant pas prête à devenir officiellement directrice. Elle sera finalement nommée à la tête de l'Office de Tourisme en 2019, et embrassera pleinement le rôle, au fil des crises traversées par le territoire. Les difficultés n'ont en rien entaché la motivation d'Aïda à faire évoluer l'Office de Tourisme pour mettre toujours davantage en valeur son territoire. « Lorsque j'ai repris la direction de l'Office de Tourisme, notre site internet était obsolète, nous utilisons très peu les réseaux sociaux, nous n'étions pas en très bon termes avec les acteurs économiques », liste la directrice. « Aujourd'hui c'est de mieux en mieux, nous avons beaucoup progressé sur le digital et nous organisons de plus en plus d'événements. Elle se dit fière du « chemin parcouru et de ce que nous avons réussi à construire ». On la voit impatiente de ce qui lui reste à accomplir.

La résilience vient aussi de l'**art**



Créatrice et chorégraphe de la Company
Ö & Co, directrice de Cobraced, **Peggy
Oulerich** affectionne le milieu associatif,
à la condition que l'art ne soit jamais bien loin.
La création et le partage sont ses raisons de
vivre et sa respiration. Texte Ann Bouard - Photo Donovane Trémor

Aussi loin qu'elle s'en souvienne, le milieu associatif a toujours fait partie intégrante de sa vie. Elle trouve dans ce fonctionnement une manière d'aller à la rencontre des autres et une source d'inspiration. Une inspiration qui lui vient également des différentes cultures qu'elle a assimilées au fil de ses expériences. Du Sénégal où elle a grandi, elle a gardé l'empreinte de l'Afrique ; de Paris, où elle découvre le travail de chorégraphes de renom, elle repart avec l'envie de créer et de mettre en scène les corps.



En découvrant Saint-Martin, elle retrouve dans l'esprit caribéen, la touche africaine qui lui est si chère. En 2007, la danse contemporaine n'était pas encore développée... un espace vierge qui lui laissait le champ libre pour créer. Elle intègre le Collectif Head Made Factory puis en 2013 rejoint le National Institute of Art en tant que directrice du département de danse contemporaine. Une voie toute tracée, interrompue par un coup de massue : le passage d'Irma.

Initier le rebond

Les activités arrêtées et les danseurs partis, Peggy veut se rendre utile et aider l'île à se relever. Ayant collaboré par le passé avec la présidente de l'association Cobraced, elle-même artiste, elle propose des projets à la Fondation de France qui souhaitait alors des actions en faveur des jeunes. Une nouvelle aventure débute. Elle suit des formations de gestion financière, ressources humaines et administratives et est nommée directrice de Cobraced en 2018. Un poste qui lui sied bien car la dimension éducative et culturelle pour un développement global du jeune est un souhait de la présidente. Peggy en est persuadée, la résilience vient aussi de l'art et de la culture, pour sortir les gens de leur quotidien. Le projet *bibliothèque sans frontière* avec la médiathèque mobile fait grossir la structure, les actions se multiplient mais, sans la danse Peggy se meurt. En 2019, avec une organisation personnelle drastique, quelques créations sur commande et un seul spectacle par an, elle réussit à diriger la Company Ö & Co et l'association Cobraced. Mais cette année va marquer un nouveau tournant.

Rêver encore

Peggy rêve d'avoir plus de temps pour développer la compagnie et caresse le projet fou de faire revenir sur l'île tous les danseurs qu'elle a formé depuis 17 ans, et qui, aujourd'hui, évoluent à l'international. Sur les 50 danseurs et danseuses qui constituent la troupe actuellement, une dizaine aura cette destinée. Le projet trotte dans sa tête et elle commence déjà à le matérialiser en imaginant le travail avec chacun, la chorégraphie, les retrouvailles... pour un spectacle qu'elle veut grandiose, démonstration que la danse est un métier dont on peut vivre. Autre rêve, autre projet, une salle pour la Company, pour créer un centre de formation, offrir une résidence d'artistes, favoriser les échanges avec d'autres artistes de tous horizons, devenir un vivier de danseurs : « il y a à Saint-Martin autant de potentiel qu'ailleurs, il suffit de vouloir et de se donner la peine. Ici les danseurs ont une corporalité différente et une liberté dans leurs propositions qui n'existe nulle part ailleurs. Ils sont riches de leur mixité et sont capables de s'adapter et de danser dans des lieux improbables. C'est ce qui fait leur force et la beauté de leurs chorégraphies ». Avec Peggy Oulerich, rien n'est jamais figé et tout est en perpétuel mouvement !



Ève Riboud, directrice générale de Dauphin Telecom

Fonçeuse

La passion de son métier est ce qui fait avancer **Ève Riboud**, aujourd'hui directrice générale de Dauphin Telecom. Elle a vu grandir l'entreprise et a grandi avec elle. Tournée vers l'avenir, elle regarde toujours au-delà de l'horizon pour, chaque jour, relever les nouveaux défis des télécommunications.

Texte Ann Bouard - Photo Lou Denim

Elle avait tout juste dix-huit mois quand ses parents ont décidé de s'établir à Saint-Martin. Alors des souvenirs de l'île, Ève en a, beaucoup, mais la nostalgie du temps qui passe n'est pas ce qui la caractérise. Elle est comme son métier, tournée vers l'avenir, avec détermination.

Cette volonté, elle l'avait déjà au plus jeune âge. Après une scolarité sur l'île jusqu'à la 3e, elle poursuit dans un internat en métropole. Bac en poche, elle fait une prépa et se tourne vers les écoles de télécommunication. Au moment des oraux, elle sait que ce domaine sera le sien et intègre l'Institut national des télécommunications. Cinq ans d'études qu'elle mène, avec en parallèle une maîtrise « sciences de gestion » à Paris Dauphine.

La liberté de choisir

Pour son stage de fin d'études, elle revient sur l'île accueillie au sein de Saint-Martin Téléphonie. La société d'Alain Haillant faisait alors de la téléphonie privée. Il lui demande d'étudier la téléphonie publique sur le territoire, un premier challenge pour Ève. En 1998, elle obtient la première licence et un an plus tard la société Dauphin Telecom voit le jour. En attendant que cela se concrétise vraiment, elle fait d'autres jobs et patiente. Puis les choses s'accélèrent et Dauphin Telecom ne lui laisse alors plus le temps de se poser des questions. Elle fonce et adore ce qu'elle fait avec une prédilection pour le développement. Cela tombe bien car ce sont les balbutiements de Dauphin Telecom et tout est à faire. Elle devient directrice du développement. À peine dix ans plus tard, en 2008, elle est nommée directrice générale. Elle est reconnaissante envers son père de lui avoir permis de faire ses propres choix. Elle se souvient qu'elle l'a toujours entendu dire : « faites bien comme vous voulez ». Et c'est ce qu'elle a fait.

“

À 20 ans, on fait tout en même temps, à 50 ans on cible, on choisit de faire ce que l'on aime vraiment ”

Trouver le juste équilibre

À travers Dauphin Telecom, Ève Riboud contribue sans nul doute au développement de l'île. En étant secrétaire générale de la Fipcom et conseillère prud'homale, elle s'implique encore plus dans des fonctions dont elle dit qu'elles lui font beaucoup de bien. La première lui permet de se confronter au monde économique, la seconde la ramène aux éléments de base ; un modèle social qui doit en permanence trouver le bon équilibre.

Un équilibre professionnel qu'elle conjugue avec le sien en s'accordant des échappées dans le sport, qu'elle pratique avec son fils, ou en lisant tout ce qui lui tombe sous la main, sans aucun a priori. Elle adore échanger des livres pour sortir de sa zone de confort et entrer dans celle des autres... comme celle de sa fille, née artiste, comme son père.

« À 20 ans, on fait tout en même temps, à 50 ans on cible, on choisit de faire ce que l'on aime vraiment. » Ève aime toujours les défis. Avec l'arrivée de la 5G qui s'annonce « plus rigolote que celle d'avant, avec de nouvelles applications », elle sait que de beaux challenges l'attendent encore.

Et si le plastique était un simple déchet (à jeter) ?

Le recyclage du plastique serait-il un mirage ? Dans son dernier rapport (octobre 2022), Greenpeace USA interpellait sur la réelle proportion de plastique recyclé (5 % aux États-Unis en 2021). Autrement dit, on trie de plus en plus mais ça ne servirait à rien ? Derrière la formule choc et au moment où des négociations internationales sur le “cycle de vie du plastique” ont lieu sous l’égide des Nations Unies, nous avons demandé un éclairage à Zero Waste France. Propos recueillis par Sarah Balay

Le dernier rapport de Greenpeace USA (octobre 2022) dresse un rapport accablant sur la production et le recyclage des déchets plastiques. Que faut-il en retenir ?

Aux USA, le taux de recyclage des plastiques est tombé de 9,5 % en 2014 à 5-6 % en 2021 (notamment suite à l’arrêt des exportations de ces déchets vers la Chine en 2018). Autrement dit, 95 % des déchets plastiques en circulation (films plastique, barquettes, briques de lait, etc.), même s’ils sont collectés, n’auront pas une seconde vie en tant que plastique recyclé mais ils sont enfouis parmi d’autres déchets.

S’agit-il d’une remise en question du principe du recyclage du plastique ?

Contrairement aux idées reçues, le recyclage du plastique est un procédé très gourmand en énergie, en eau, et demande l’injection de matière vierge. Beaucoup de plastiques ne sont même pas recyclables. La solution est donc la réduction de la production, bien avant le recyclage.

Qu’attendez-vous du futur traité international sur le plastique, dont la 2ème session des négociations s’est déroulée à Paris du 29 mai au 2 juin ?

Nous défendons un texte contraignant qui prenne en compte

l’ensemble du cycle de vie du plastique. En cohérence avec les objectifs climatiques fixés par l’Accord de Paris, ce traité doit viser une réduction de 75 % de la production de plastique d’ici à 2050. Il doit également garantir le respect des droits humains et la justice sociale et environnementale.

La baisse drastique et effective de la production plastique est-elle réalisable ?

Même si cela paraît difficile, la réduction de la production de plastique est une nécessité. Le coût économique de l’inaction est gigantesque. Un monde sans pollution plastique est possible si tous les acteurs prennent leurs responsabilités dès maintenant, à commencer par les industriels.

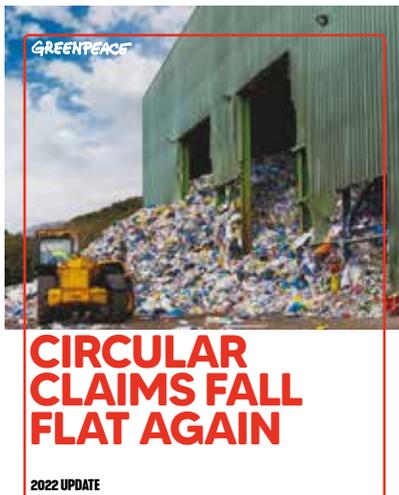
Pour y arriver, des mesures contraignantes doivent être adoptées au niveau international, comme l’interdiction de certains plastiques inutiles, à usage unique et/ou toxiques, l’arrêt des subventions à la pétrochimie pour les matières premières plastiques d’ici à 2030 ou un moratoire sur toute nouvelle installation, ou expansion, pétrochimique. D’autre part, le réemploi doit être soutenu par un cadre réglementaire favorable et des investissements adéquats.

Croyez-vous aux innovations du type : plastique innovant qui ne se détériore pas après le recyclage ou plastique qui intègre des matières végétales (sucre, amidon, maïs, blé) ?

La priorité n’est pas de financer le recyclage, mais d’investir dans les solutions qui fonctionnent déjà : le réemploi, le vrac... Concernant les alternatives “bio”, “végétales” ou “dégradables”, attention, car certaines contiennent encore du plastique à base d’énergies fossiles et ces emballages ne se dégradent pas forcément s’ils sont jetés dans la nature. Par ailleurs, comme ils restent à usage unique, leur fabrication gaspille de fait des ressources naturelles. Si l’utilisation d’emballages à usage unique continue d’augmenter, la production de ces alternatives pourrait accaparer des terres agricoles qui seraient plus utiles pour produire notre alimentation.

À leur niveau, les citoyens, peuvent-ils limiter cette pollution plastique ?

Les citoyens peuvent refuser les plastiques inutiles, avoir recours à des emballages consignés et réemployés, à l’achat en vrac, ou encore en réduisant leurs achats d’objets neufs. Le plus efficace reste l’action collective comme l’engagement au sein d’un groupe local Zero Waste et ainsi agir directement sur le terrain. En Martinique, l’association Zéro Déchet Martinique est très active !



Le rapport de Greenpeace USA (octobre 2022) s'interroge sur le fait de concevoir les déchets plastique comme un matière recyclable

En chiffres

En France, le taux de recyclage du plastique est de

30 %

La France est l'un des plus gros consommateurs de plastique en Europe, avec **70 kg par habitant et par an** (ADEME**)

460 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année dans le monde, et ce chiffre devrait tripler d'ici 2060 (*OCDE).

Sur les plus de **9 milliards de tonnes de plastiques** produits depuis les années 1950, dans le monde, moins de 10 % ont été recyclés.

Près de **700 espèces** sont menacées par la pollution plastique

40 % des plastiques sont jetés après moins d'un mois d'utilisation.

Plus de **50 % des vêtements produits contiennent du plastique** et cette tendance est à la hausse.

En France, seuls 65 % des emballages plastiques sont aujourd'hui recyclables. **20 % ne pourront jamais être recyclés** et finiront incinérés ou enfouis (Citéo).

Au moins **14 millions de tonnes** de plastique finissent dans l'océan chaque année.

*OCDE : organisation de coopération et de développement économiques
**ADEME : agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Être accompagné pour payer



Payer ses charges est un moment fondamental dans la vie de toute entreprise. La CGSS propose des dispositifs d'accompagnement pour les entrepreneurs et en particulier les indépendants afin de faciliter ces moments. Détails avec Catherine Legeron, directrice du recouvrement et Annick Minatchy Celma, sous-direction « Accompagnement et Prévention ».

Quels sont les dispositifs d'accompagnement de la CGSS pour le recouvrement des charges sociales ?

Catherine Legeron : Il y a d'abord le dispositif de droit commun employeur. En cas de difficulté de paiement pour payer les cotisations à l'échéance à la suite d'un problème de trésorerie, l'employeur peut demander, sous certaines conditions, un délai de paiement directement depuis son espace en ligne, par courrier ou par téléphone au 3957. Pour les indépendants, en cas de difficulté de paiement, l'Urssaf propose des dispositifs pour faire face en cas de variation de revenu ou de difficulté financière. Avec un revenu à la baisse ou à la hausse, il est possible d'anticiper la régularisation annuelle des cotisations en demandant un recalcul des cotisations prévisionnelles cohérentes avec la santé de l'entreprise à partir des revenus saisis. Il est également possible de mettre en place un délai de paiement pour une dette existante ou délai de paiement pour les échéances futures. Ces services sont disponibles en ligne avec le service mon espace Urssaf.fr, par courrier ou par téléphone au 3698.

Que dire également des dispositifs d'aide sociale ?

Annick Minatchy Celma : Si les mesures précédentes ne peuvent pas être mises en œuvre ou sont insuffisantes pour faire face aux difficultés, il est possible de solliciter l'intervention de l'action sociale. L'aide aux cotisants en difficultés (ACED), permet la prise en charge totale ou partielle des contributions et cotisations sociales personnelles, en cas de difficultés ponctuelles. Cette aide garantit l'ouverture de droits aux prestations en lien avec ces cotisations et permet la poursuite de l'activité. Il y a aussi l'aide financière exceptionnelle (AFE) qui répond à des problèmes importants de trésorerie. Cette aide peut compléter la prise en charge au titre de l'ACED. Il y a également l'aide

La CGSS Guadeloupe occupe un rôle d'aide non négligeable dans le recouvrement des charges des entreprises.

Texte Yva Gelin – Photo Lou Denim

financière d'urgence aux travailleurs indépendants actifs victimes de catastrophe. Celle-ci peut être sollicitée pour répondre aux besoins les plus urgents de tous ceux qui exercent leur activité sur une zone géographique impactée par ce type d'événements comme des incendies ou de graves intempéries. L'aide au départ à la retraite (ADR) est destinée aux retraités artisans ou commerçants aux revenus modestes en difficulté pour payer leurs dernières cotisations et contributions sociales personnelles.

LA SOLUTION HELP

Pour les travailleurs indépendants et chefs d'entreprise qui rencontrent des difficultés majeures, les organismes de Sécurité sociale – l'Urssaf, l'Assurance maladie, la Caisse d'allocations familiales et l'Assurance retraite – proposent un accompagnement individualisé, coordonné et accéléré. L'objectif : apporter des réponses spécifiques et concrètes sur le champ de la santé, des prestations sociales et du recouvrement, tout en maintenant une confidentialité sur le dossier.

Cette approche favorise un meilleur accès aux droits, qu'il s'agisse des soins, des prestations familiales, de l'action sociale ou des dispositifs d'aide au paiement en cas de difficulté. Concrètement, ces équipes "Help" peuvent détecter de manière proactive les fragilités des travailleurs indépendants, à partir, notamment, des situations de défaut de paiement et des alertes des accueils physiques et téléphoniques, ou accompagner directement les indépendants en difficulté en fonction de leurs besoins, sur la base d'un questionnaire. Ensuite, ils traitent les situations complexes en activant de manière accélérée des dispositifs adaptés ou renvoient, le cas échéant, vers les aides de l'action sociale via le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI).

BOÎTE À OUTILS

Chaque mois, une sélection d'outils pratiques pour améliorer votre productivité, rester au fait des dernières tendances et même repenser le travail.

Texte Axelle Dorville

#publicité

Bannières publicitaires en quelques clics

La publicité digitale est aujourd'hui incontournable pour gagner en notoriété et maximiser ses revenus, et dans ce domaine, le format de vidéo animée est particulièrement attractif pour les prospects. Pour faciliter la création de bannières animées sans écrire une seule ligne de code, BannerBoo propose une solution de glisser-déposer avec plus des milliers de modèles à adapter.

[bannerboo.com](https://www.bannerboo.com)

#AI

too long ; didn't listen

Les enregistrements audio, provenant d'outils de visioconférence, d'un dictaphone ou de notes vocales, peuvent demander un temps de retranscription conséquent. Pour plus d'efficacité, En tirant partie de l'intelligence artificielle, l'outil Audiopen permet d'obtenir un texte résumé de n'importe quel enregistrement audio.

[audiopen.ai](https://www.audiopen.ai)

#RSE

Défis écologiques entre collègues

Ma petite planète est un jeu environnemental proposé via une application mobile, invitant à relever en équipes des challenges sur 12 thématiques aussi variées que "mobilité", "biodiversité", "seconde vie" ou encore "solidarité". Une bonne idée pour créer une dynamique de groupe dans son organisation et inciter à adopter de bonnes habitudes écologiques.

[mapetiteplanete.org](https://www.mapetiteplanete.org)

#futurdu travail

Devrions-nous moins travailler ?

À l'heure de l'expérimentation de la semaine de 4 jours, de l'augmentation des reconversions en indépendant pour être libre de gérer son temps ou du succès de livres tels que "La semaine de 4 heures" de Tim Ferris, le temps de travail semble être de plus en plus remis en cause. Le documentaire Time to work s'emploie à faire réfléchir sur la place que nous voulons aujourd'hui consacrer au travail.

Time to work,
plus d'infos sur [wipdocumentary.com](https://www.wipdocumentary.com)

**HORS-SÉRIE
SPORT**

RENDEZ-VOUS
EN JUILLET 2023

EWA'AG

Les **festivals** au service du territoire ?

Qu'elles soient de dimension internationale ou locale, les manifestations festives, sportives et culturelles qui se déroulent tout au long de l'année ont un impact essentiel sur l'économie de Saint-Martin, basée à 95 % sur le tourisme.

Texte Agathe Mathieu - Photo Raphaël Novella





C'est sous exploité et c'est un créneau sur lequel peu d'îles sont positionnées”

Julien Arbia,
le fondateur du SXM Festival

Saint-Martin est un territoire rythmé toute l'année par les festivals de musique en tous genres, les manifestations sportives et les représentations culturelles faisant la part belle à ses traditions. À tel point que l'Office de tourisme a décidé de faire de 2023 « l'année des événements » pour promouvoir la destination sur l'ensemble de ses marchés. Dans la campagne de communication « Tune in », l'accent a été mis sur 9 événements en particulier, subventionnés en partie ou financés en totalité par l'Office de Tourisme : les Mardis de Grand-Case, le Carnaval, la Heineken Regatta, le SXM Festival, les Lov3 Days, le Oualichi Festival, le Festival de la Gastronomie, la Christmas Lighting Competition et la Running Night.

Des événements internationaux

Le SXM Festival, le festival de musique électronique qui se déroule au mois de mars, est le plus gros événement annuel de la partie française, attirant plusieurs milliers de personnes chaque année depuis 2016. L'édition 2023 fait état d'une participation record de 7 000 personnes, soit 30 % de plus qu'en 2022. La visée internationale du festival lui permet de toucher une majorité de clientèle américaine et canadienne (39 % cette année) mais aussi caribéenne (32 %) et européenne (22 %). La Heineken Regatta, célèbre régata de voile organisée sur le territoire depuis plus de 40 ans et connue notamment pour ses concerts légendaires, fait également partie des événements les plus importants de l'île en termes de participation. « Ce sont sur ces deux événements phares que nous avons vraiment vu la clientèle venir de l'extérieur », précise Ricardo Bethel, responsable de communication de l'Office de tourisme. Basée principalement en partie hollandaise, la Heineken Regatta a fait son grand retour en partie française cette année avec une soirée de concerts proposée sur la plage de la Baie Orientale et qui a attiré plus de 2 000 personnes. L'Office de tourisme espère maintenant obtenir des organisateurs que l'une des courses se termine à Marigot, « afin de faire rayonner l'événement sur toute l'île ».

Grâce au digital, ces événements de dimension internationale sont de véritables outils promotionnels pour Saint-Martin, pendant la période à laquelle ils ont lieu « mais aussi toute l'année », souligne Julien Arbia, le fondateur du SXM Festival. En témoignent les vidéos et photos postées régulièrement sur les réseaux sociaux du festival pour faire rêver nos touristes et leur donner envie de venir ou revenir. « Notre objectif avec cet événement est de créer du beau contenu et de générer du tourisme ». Au-delà des bénéfices perçus directement par l'événement, c'est toute l'économie de l'île qui en profite, les festivaliers étant incités à visiter l'île sur leur temps libre.



900 000 € ont pu être réinjectés indirectement dans l'économie locale »

Valérie Damaseau,
présidente de l'Office de tourisme, à propos de
la 2^{ème} édition du Festival de la Gastronomie

La clientèle locale hors saison

De nombreux événements se déroulant lors de la basse saison touristique attirent une clientèle davantage locale et régionale, venue des îles voisines. C'est notamment le cas des Mardis de Grand-Case en février, du Oualichi Festival en août ou encore des Lov3 Days, un festival de musique et de culture caribéenne dont la deuxième édition s'est tenue fin mai. Créés en 2022 pour dynamiser la partie française, les Lov3 Days attirent déjà près de 3 000 personnes venues principalement de Guadeloupe et de Martinique. Face à l'engouement de nos voisins, les compagnies aériennes ont même dû ajouter des vols régionaux lors des deux premières éditions.

Le Festival de la Gastronomie, qui va fêter son troisième anniversaire cette année, est également un événement important dont l'Office de tourisme fait la promotion sur ses marchés extérieurs en invitant des chefs de renommée mondiale et des influenceurs. Lors de la deuxième édition, « 900 000 € ont pu être réinjectés indirectement dans l'économie locale », précise Valérie Damaseau, la présidente de l'Office de tourisme. « Nous espérons cette année pouvoir observer les retombées économiques directes. En tout cas, les marques nous sollicitent chaque année un peu plus, on voit que Saint-Martin est surveillée et de plus en plus demandée. »

Un bénéfice pour l'hôtellerie

Comme souvent lorsqu'il s'agit de chiffres et de statistiques à Saint-Martin, « il est difficile de mesurer l'impact des festivals sur le taux de remplissage des hôtels et hébergements », reconnaît Véronique Legris, la directrice du Club du tourisme. « Chaque établissement devrait pour cela mettre en place des outils pour identifier la raison de la venue de ses clients. » « Les gros événements se déroulent en pleine saison, où il y a dans tous les cas un pic d'activité pour nous », abonde Harrison Drouin-Reed, directeur de l'agence immobilière de luxe Sotheby's. La

tenue d'événements internationaux présente tout de même un impact directement mesurable pour les agences de locations touristiques, dont certaines comme Sotheby's ou 100 % Villas travaillent en collaboration avec les organisateurs du SXM Festival pour proposer des packages aux participants. « 60 % de nos réservations sur la période du festival sont des festivaliers », confirme Léah Bouhana, manager de 100 % Villas. « Cette année, nous avons vu notre chiffre d'affaires sur la semaine du festival augmenter de 20 %. » La Heineken Regatta profite également à l'agence, dont les clients réguliers « reviennent chaque année à ce moment précis pour profiter de la régata. C'est une clientèle plus âgée et qui vient à Saint-Martin depuis plusieurs années », précise Léah Bouhana.

Développer la portée internationale des événements

Si les festivals boostent l'économie quelle que soit leur ampleur, l'objectif pour l'Office de tourisme est aujourd'hui de « dépasser la barrière du régional » sur les événements phares. « Dès que nous organisons des événements, c'est toujours ce marché qui répond en premier », souligne Valérie Damaseau, la présidente. « On cherche maintenant à avoir une portée internationale sur tous nos événements », ajoute Ricardo Bethel, le responsable de communication. Pour toucher les marchés internationaux mais aussi pouvoir mesurer l'impact des événements, l'Office de tourisme souhaite aujourd'hui « prendre la main sur la communication et le marketing de certains événements » et mettre en place des packages avec les tours opérateurs et les agences de voyages. « Une vision qui s'inscrit dans le bon sens », selon Julien Arbia, le fondateur du SXM Festival. « En diversifiant l'offre culturelle et événementielle, on peut clairement booster l'économie locale », estime-t-il. « C'est sous-exploité et c'est un créneau sur lequel peu d'îles sont positionnées. » Avec une vision internationale mais aussi « une collaboration plus intime entre les différents événements de l'île, on pourrait aller beaucoup plus loin », conclut-il.

Place au “Made in Saint- Martin” ?

Une meilleure identification des produits du territoire, tel est l’enjeu et la perspective de la création d’un label saint-martinois.

Texte et photo Ann Bouard

Décernés par un organisme certificateur extérieur public ou privé indépendant, les labels sont de plus en plus nombreux. La raison de cette multiplication est qu’ils sont gages d’une provenance ou d’un savoir-faire dont l’impact commercial direct est avéré. Saint-Martin ne bénéficie pas à ce jour de label mais les choses devraient bientôt changer. Il s’agit de faire la distinction, entre “marque de territoire”, institutionnelle et affaire de la Collectivité de Saint-Martin, de l’Office de tourisme et éventuellement de la CCISM sur certains aspects, et “label” qui s’applique, lui, aux savoir-faire locaux. Plusieurs initiatives tendent vers cette valorisation des productions faites sur le territoire.

Valoriser la gastronomie et les produits locaux

Lorsqu’on parle de produit local, on pense souvent à la production alimentaire et aux recettes de cuisine faites maison. Un gage de qualité pour les consommateurs et une mise en avant des spécialités de terroir. L’association des chefs restaurateurs de Saint-Martin lancée en octobre dernier par Alain Warth (conseiller et coordinateur des chefs français du Festival de la Gastronomie) défend ces valeurs d’une gastronomie élaborée avec des produits frais et locaux autant que faire se peut. Après avoir revu le cahier des charges ramenant le nombre de produits locaux utilisés à trois afin de tenir compte de la réalité de la production locale, les douze premiers restaurateurs saint-martinois à l’origine de l’association visent l’obtention du titre de maître-restaurateur, qui demeure une référence dans la profession.



Imposer l’origine Saint-Martin

Le Salon international de l’agriculture en début d’année, avec un stand dédié à Saint-Martin a révélé un certain nombre de manques et ouvert de nombreuses possibilités jusqu’à présent inexplorées. Depuis l’instauration de la Collectivité, les producteurs ou transformateurs du territoire avaient été en effet exclus des grands concours nationaux ou internationaux. À l’issue du salon, la sénatrice Annick Pétrus s’est adressée aux différentes instances gouvernementales pour qu’ils soient à nouveau autorisés à y participer. Une étape franchie pour un premier gage de reconnaissance du savoir-faire saint-martinois.

La reconnaissance de l’artisanat et des spécialités

Un label peut s’appliquer à bien d’autres domaines, comme la transformation de matériaux de construction ou à la création artistique. La CCISM travaille actuellement à l’élaboration d’un cahier des charges qui puisse intégrer toutes les activités et productions pouvant potentiellement être reconnues comme saint-martinoises. Un travail complexe qui doit tenir compte des référentiels européens afin de cocher toutes les cases de la réglementation. Pour y arriver, elle étudie la possibilité de faire appel à des avocats spécialisés pour formaliser juridiquement chaque domaine concerné. Un chargé de projet au sein de la chambre consulaire a débuté les recherches pour lister les produits ou productions qui pourraient en bénéficier et ira à la rencontre des professionnels du territoire, afin de connaître leurs besoins et dans quelle mesure ce label pourrait les aider économiquement. Le Journey Cake ou le Guavaberry pourraient alors devenir des spécialités régionales, les créateurs, menuisiers, ébénistes obtenir le label artisanat d’art, etc. Un made in Saint-Martin qui pourrait devenir un véritable atout à l’export.





Investir à Saint-Martin, un **choix** stratégique

Comme le reste du monde Saint-Martin a subi la pandémie, un ralentissement de l'économie, l'inflation... Mais ce que le reste du monde n'a pas subi, ce sont les outrages d'Irma. Presque six ans plus tard, l'île en porte toujours les stigmates. Tout l'enjeu est de lui redonner son attractivité. Comment attirer les investisseurs pour relancer l'économie ? Questions-réponses avec Alain Richardson, 1^{er} vice-président de la Collectivité de Saint-Martin.

Texte Ann Bouard

5 bonnes raisons d'investir à Saint-Martin ?

Alain Richardson : La première et la plus évidente est notre situation géostratégique. Européen de par notre statut, français par notre nationalité, nous avons des règles et un niveau de protection qui rassurent les investisseurs. En haut de l'arc antillais à quelques encablures de nombreuses destinations, nous sommes un des rares territoires de la Caraïbe à avoir cette accessibilité au monde. La seconde est certainement la confiance accordée à notre mandature qui a défini un plan pluriannuel et des stratégies d'investissements clairement identifiés, notamment dans les équipements structurants (port, aéroport, routes, énergie...), et qui s'inscrit dans une dynamique de développement durable prenant en compte les enjeux environnementaux. Troisièmement, notre fiscalité est bien plus avantageuse que dans bon nombre de territoires, y compris nos voisins de Sint Maarten ; nous avons l'un des impôts sur les sociétés le plus bas.

Nous avons aussi consenti un énorme effort de financements en matière de formations, car on ne peut imaginer un développement économique sans compétence. Nous œuvrons à l'implantation du RSMA sur le territoire, nous aurons bientôt un campus connecté, la politique publique du développement de la fibre permet déjà une bonne couverture, etc.

Enfin, l'accès au financement et la capacité à pouvoir mobiliser des fonds européens qui permettent à la Collectivité d' étoffer ses aides avec des dispositifs adaptés à chaque secteur est aussi une bonne raison d'investir à Saint-Martin.

Les investisseurs locaux ont-ils leur place ?

Les investisseurs étrangers sont des moteurs pour l'économie locale et dans tous les secteurs, pas seulement dans le tourisme. Actuellement, cela frémit beaucoup, une clinique est en cours de construction, une autre spécialisée dans la cardiologie devrait voir le jour... Mais on réfléchit en parallèle à trouver le moyen de canaliser l'épargne nette du territoire, bien plus importante que les crédits consentis par les banques, pour que les entreprises

locales, souvent sous-capitalisées puissent se développer et avoir la capacité à leur tour d'investir. Nous sommes en cours d'identification des produits qui pourraient être mis en place, comme un livret spécial SXM ; cet outil constituerait une solution rapide pour contribuer à leur croissance et serait accessible à toutes les entreprises y compris les petites start-up locales.

Quels projets à court terme ?

La signature de la frontière va d'ici la fin de l'année permettre de désenclaver Oyster Pond. Le temps de la ratification, environ 6 mois pour affiner dans le détail, et les choses pourront être lancées. La relance de l'économie sur cette partie de l'île passera par la reconstruction de l'ex Captain Oliver, l'aménagement de la Marina et le retour du Voyageur.

En parallèle, la volonté de la Collectivité est d'offrir une capacité d'hébergement de 3 000 à 3 500 chambres, mais pas au détriment de l'environnement. Pour cela nous nous concentrons sur la réhabilitation de ce que l'on appelle les friches hôtelières, à savoir des infrastructures détruites et non reconstruites à ce jour. Il y en a une dizaine et certaines font déjà l'objet d'études. La mission a été confiée à Atout France, en charge d'accompagner la Collectivité pour la partie réglementaire et pour la recherche de repreneurs. Deux dossiers sont déjà en cours : un projet de resort golfique autour de la Belle Créole et le projet très complexe de reprise du Club Orient. Cette volonté de sécuriser le foncier est établie et si la Collectivité doit utiliser son droit de préemption, elle le fera.



Affiches - Flyers - Menus - Papeterie - Cartes commerciales
 Faire-part - Dossiers - Plaquettes - Tickets - Dépliants - Chemises
 Brochures - Magazines - Carnets - Liasses



• Cartes de visite

• Flyers
 • Posters
 • Menus

• Brochures
 • Magazines

• Réactivité
 • Compétences
 • Suivi

• Tickets

CONTACTEZ-NOUS pour vos devis et/ou maquettes

Chasseurs de fleurs

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

Texte et photo
Ann Bouard

Nettoyeuse, nourrice, architecte, manutentionnaire, ventileuse, gardienne ou butineuse, les abeilles contribuent à la pollinisation de 80 % des espèces de plantes à fleurs et en garantissent la reproduction... donc notre survie ! À Saint-Martin, une vingtaine d'apiculteurs passionnés veillent au bien-être de l'*Apis Mellifera*, l'abeille autochtone, et transmet son savoir.

Les abeilles de Saint-Martin sont toujours là. Après le cyclone Gonzalo, dévastateur pour les ruches en 2014, puis la sécheresse interminable de 2015 et le cyclone Irma qui a tout balayé sur son passage en 2017. Des épisodes décourageants pour les

apiculteurs, qui ont malgré tout entrepris de réinstaller des ruches depuis 2019. Mais cette année, ils sont confrontés à une nouvelle menace, le varroa. Signalé pour la première fois en France en 1982, il a épargné l'abeille saint-martinoise pendant près de 40 ans. Pour la première fois, la présence du parasite a été détectée sur deux ruches en 2022. Un an plus tard, toutes les ruches visitées sont touchées, conséquence de l'importation de variétés d'abeilles porteuses de maladies. Le taux d'infestation est au-delà de la norme et met en péril le maillon essentiel de la biodiversité si des traitements ne sont pas effectués en urgence.

L'Association des apiculteurs de Saint-Martin

Chaque année, l'association organise une formation à l'apiculture, en deux sessions, initiation ou perfectionnement. Elle récupère également les abeilles sauvages pour les installer dans des ruches. Les particuliers confrontés à un essaim (constitué de cire, alors que l'essaim de guêpes ressemble à un gros cocon), ne doivent surtout pas tenter de les déplacer, de les arroser ou pire de les vaporiser avec un insecticide. Le bon geste est de prendre contact avec l'association : aapism.sxm@gmail.com ou en cas d'urgence 06 90 77 28 92



Une abeille bien particulière

Saint-Martin avait la chance d'abriter à 92 %, l'*Apis Mellifera*, une abeille réputée docile, non agressive et saine. L'importation d'autres variétés aura pour conséquence à terme de modifier son profil génétique, au profit d'abeilles plus agressives et peut-être même de la faire disparaître à tout jamais. Les apiculteurs préconisent d'installer de manière intrinsèque les essaims sauvages dans des ruches ou de démultiplier les essaims existants. En parallèle, ils veillent à ce que les abeilles ne manquent jamais de fleurs. Il faut savoir que les abeilles butinent jusqu'à 3 km autour de la ruche, mais guère plus loin. La transhumance, très pratiquée en Guadeloupe, n'est pas encore de mise à Saint-Martin, territoire plus petit. C'est une chose qui pourrait être envisagée afin que les abeilles butinent les nombreuses variétés de plantes mellifères de l'île. La présence

d'abeilles en bonne santé est un gage d'environnement sain !

Un projet de ruchers écoles

Le nectar est donc précieux et le potentiel à Saint-Martin est grand... même s'il est difficile de connaître le nombre exact de ruches. L'association des apiculteurs de Saint-Martin a le projet de créer deux ruchers écoles dans des secteurs riches en plantes mellifères comme Bellevue, Concordia ou Quartier d'Orléans. Elle lance un appel pour trouver des terrains susceptibles d'accueillir ces ruchers. Ils constitueront un outil pédagogique indéniable pour la transmission des gestes et des bonnes pratiques nécessaires au bon suivi des colonies d'abeilles et contribueront à la réussite du développement de l'activité apicole.

— PAUSE CAFÉ

Auteur de science-fiction

La rédaction fait un zoom sur des métiers d'ultramarins capables d'inspirer et d'encourager les nouvelles générations. Ce mois-ci, Michael Roch, auteur de science-fiction caribéenne.

Qu'est-ce qu'être écrivain ?

Écrire est une opportunité de donner vie à des visions alternatives du monde, qui peuvent être totalement spéculatives mais qui peuvent aussi résonner avec notre réalité. Des visions qui nous permettent de prendre de la distance avec nos problématiques sociétales. J'écris de la science-fiction afin de pouvoir moi-même faire ce pas de côté, porter un regard critique sur le monde qui mentoure et proposer à mon lectorat des idées nouvelles.

Comment devient-on écrivain ?

En écrivant, un mot après l'autre. En proposant ce que l'on écrit à la lecture d'autres personnes. S'il y a des éditeurs parmi ces personnes et qu'ils apprécient cette écriture, on peut alors devenir écrivain professionnel et se voir publié. Il n'est pas évident pour tout le monde d'être publié car cela demande évidemment du travail mais il y a aussi un grand facteur chance, le fait de faire les bonnes rencontres au bon moment.

Pourquoi est-ce important d'écrire ?

Cela est d'abord important pour soi. J'aime beaucoup transmettre des pensées, des philosophies qui me semblent importantes. J'aime beaucoup aussi travailler la langue, triturer les mots. Écrire permet de mettre des mots sur des émotions qui pourraient nous traverser. De prendre de la distance vis-à-vis de ces émotions ou d'événements auxquels on peut assister. De se vider la tête de toutes les idées qui pourraient nous aveugler au quotidien. Et de tourner la page, sans jeux de mots. Lorsque l'on écrit pour les autres, il peut y avoir plusieurs intentions. Il peut s'agir de faire passer un bon moment mais cela peut aussi être dans un but didactique : faire passer des idées ou faire découvrir des horizons que le lectorat ne pourrait s'imaginer par lui-même. Écrire sert à élargir l'accessibilité au réel, le rendre plus tangible pour d'autres.

Avez-vous vécu des expériences marquantes en tant qu'écrivain ?

À mes tous débuts, j'ai lu pour la première fois un de mes textes en public et à la fin de la lecture, j'ai senti que j'avais touché les personnes présentes. C'est ainsi que je me suis lancé dans la rédaction de "Moi, Peter Pan". Cela a été une confirmation que j'étais doué avec les mots. Plus récemment, j'ai reçu un message de Patrick Chamoiseau me proposant de le rencontrer, car on avait selon lui beaucoup à se dire, à échanger.

Un conseil pour être publié ?

Il faut savoir remettre son œuvre dans les mains de quelqu'un dont le rôle est à la fois de la critiquer et de lui permettre de grandir à travers son regard expert, avant de l'accompagner vers un public qui n'est pas d'emblée désigné. La meilleure manière de s'y prendre est toujours professionnelle, c'est-à-dire qu'il est essentiel d'avoir une capacité à prendre du recul par rapport à son propre texte et accepter qu'il puisse nous échapper, de mettre de côté l'affect et de savoir le retravailler pour l'amener sur un terrain dont on n'avait a priori pas idée, quand on écrivait par passion.

2

CARRIÈRE D'OUTRE-MER

Texte Axelle Dorville

Biographie

Né à Lyon, Michael Roch poursuit des études d'archéologie tout en pratiquant en parallèle l'écriture comme hobby. Très vite, il est repéré puis publié avec un premier roman, "Moi, Peter Pan", sélectionné au Grand Prix de l'Imaginaire en 2018, peu après son installation aux Antilles. Il anime depuis régulièrement des ateliers d'écriture en milieu carcéral et enseigne le storytelling à l'Université des Antilles. En 2022 est publié son dernier roman Tè Mawon, un des romans précurseurs de l'afro futurisme francophone. Michael Roch est aujourd'hui reconnu en tant qu'écrivain de science-fiction caribéenne.



ewag.fr



GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

Désormais, retrouvez toute
l'actualité de vos magazines
sur un seul compte

EW'AG



10.328 views

Ewag.fr Retrouvez toute l'actualité de vos territoires [#mediapositif](#)

[View all 328 comments](#)

5 DAYS AGO

3

SÉLECTION CULTURE

Texte Axelle Dorville

LIVRE

Les maladies de notre société

Comment expliquer la multiplication des maladies chroniques dont est victime l'humanité, alors même que les moyens de lutte déployés n'ont jamais été si nombreux et sophistiqués ? Médecin et épidémiologiste, Jean-David Zeitoun donne à voir dans un court essai l'offre et la demande de risques actuelles qui créent les conditions de ces maladies graves qui ne cessent de gagner du terrain : ces industries pathogènes qui génèrent toujours plus de risques sanitaires et cette consommation, consciente ou inconsciente, acceptée ou subie, de produits dangereux, sur lesquelles le corps politique semble fermer les yeux.

Le suicide de l'espèce, Jean-David Zeitoun. Ed. Denoël.

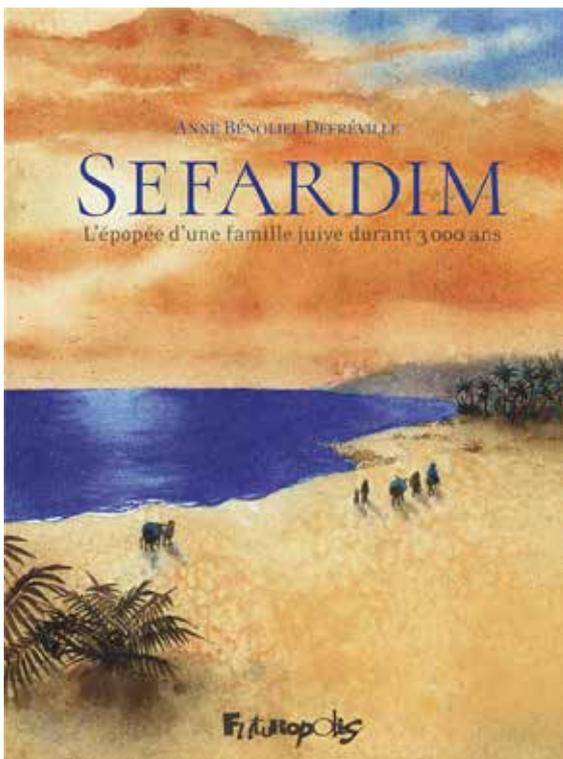


BD

L'histoire des juifs d'Espagne

Plus qu'un qualificatif attribué à une partie de la communauté juive, le terme "séfarade" désigne une histoire : celle des juifs de la péninsule ibérique chassés de l'Espagne et du Portugal à la fin du 15e siècle. C'est cette histoire que retrace l'autrice dans la bande dessinée Sefardim. Celle du départ contraint et du retour plus de cinq siècles plus tard. Mais aussi plus généralement celle de l'existence du peuple séfarade en Espagne depuis au moins le 3e siècle av. J.-C. Passionnant.

Sefardim - l'épopée d'une famille juive pendant 3 000 ans, Anne Bénoliel Defréville. Ed. Futuropolis.

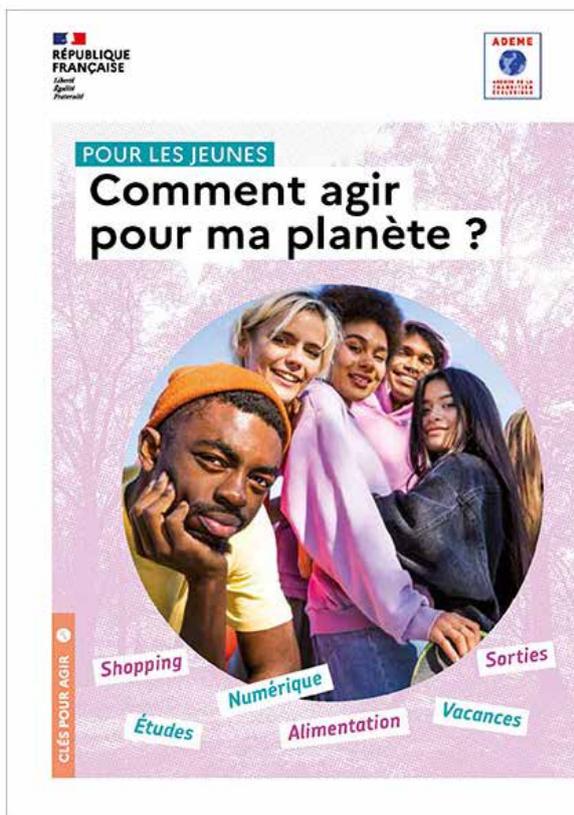


GUIDE

Agir pour le monde de demain

Jeunes aujourd'hui, adultes demain, ils devront faire face à de grands bouleversements causés par le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité. Pour participer à leur échelle à la préservation de leur environnement, l'ADEME a conçu un guide instructif bourré de conseils à destination des adolescents. Shopping, numérique, santé, vacances, études : de nombreuses thématiques sont passées en revue pour transmettre les bonnes pratiques écoresponsables, dont les plus âgés feraient également bien de s'inspirer.

Pour les jeunes : Comment agir pour ma planète ? En téléchargement sur librairie.ademe.fr



DOCUMENTAIRE

Ceux qui font le choix de la fin de vie

Alors que le gouvernement français prépare un projet de loi sur la fin de vie, le recours à l'euthanasie est en Belgique légal depuis 2002. À l'hôpital de Liège, le docteur Damas qui assure la consultation "fin de vie" reçoit ces patients (parmi lesquels de nombreux français) qui souhaitent arrêter de vivre, du fait d'une souffrance physique, psychique ou par désespoir d'avoir l'impression de ne plus être utile à la société. Avant d'accéder à leur requête, il interroge les raisons de leur choix, s'assure de leur détermination et discute de la préparation de l'acte, au niveau logistique comme au niveau émotionnel, pour l'entourage. "Les mots de la fin" partage avec simplicité et pudeur ces échanges et cet accompagnement crucial.

Les mots de la fin, sur arte.tv

PRÉPARATION D'UN REPAS SOLIDAIRE

En cuisine depuis Rivière-Salée, une dizaine de chefs antillais étaient réunis pour la confection d'un repas solidaire élaboré à partir de dons alimentaires, à destination d'associations... Bienvenue au cœur de l'action ! (Podcast Sé nou menm ki la)



4

CE QU'IL NE FALAIT PAS LOUPER

Texte Yva Gelin



CUISINE CRÉOLE EN POT

Terrine de poulet colombo, pâte à tartiner vanille pacane, caviar d'aubergine... autant de recettes sans additif et sans conservateur, mises en pot à la conserverie créole. Bienvenue au cœur d'une savoureuse entreprise qui innove avec les recettes traditionnelles.



EN RYTHME

Laissez-vous transporter dans cet univers de douceur et d'exigence de l'art de la danse mené par Meliza Naves-Suarez, 18 ans et danseuse depuis plus de 14 ans. Le portrait d'une jeune femme inspirant sérénité et amour du dépassement de soi.



EXTRACTION ESSENTIELLE

Pour les amoureux des remèdes naturels et plus particulièrement des huiles essentielles, cette vidéo est une mine d'or d'informations.

Par quel processus se crée une huile essentielle ? Comment l'utiliser ? Sarah Gobert, gérante des jardins d'Ayo, répond simplement et en image à ces questions.



@EWAGMEDIA
#BYEWAG

#EVERYDAYWEACTFORGOOD

LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Cocoloba & Jacaranda

Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m2 vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Cocoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



Capesterre



Cocoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegalante.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegalante.com



5

HOT SPOT

Texte Joséphine Notte
Photo Lou Denim

*8 000 m² dédiés au plaisir et à la fête. Avec le Blue Dream by Philippe Hureau, le groupe **GHI** développe le concept du « Pool and Beach » encore inédit sur les îles de Guadeloupe. Rencontre avec le visionnaire Phillippe Hureau, concepteur du projet.*

Un nouvel écrin festif à Marie-Galante

Aux abords de la plage paradisiaque de Folle Anse à Marie-Galante, se dresse un complexe flambant neuf : architecture design, une piscine à la forme unique et une multitude d'espaces détente au détour des cocotiers, le Blue Dream porte bien son nom. Un lieu d'exception s'inspire des iconiques adresses festives internationales que l'on retrouve à Saint-Tropez, Miami ou encore Saint-Barthélemy.

Le temple de la détente et du divertissement

Le Blue Dream propose plus de 271 postes de relaxation, des transats aux carbets intimistes, un accès piscine, un bar-restaurant au menu varié, un restaurant gastronomique de 28 couverts, une salle corporate pour les réunions d'affaires et des animations musicales sont proposées du mercredi au dimanche. Tout a été pensé pour passer une journée ou un week-end de plaisir : « J'ai inauguré le Black Diamond en Martinique il y a deux ans, c'est un concept qui plaît énormément et qui a créé une effervescence avec l'ouverture d'établissements similaires. Que ce soit les résidents comme les touristes, il y a un réel besoin de lieux de divertissement où l'on peut passer la journée et faire la fête », témoigne Philippe Hureau. Pour le grand public et accessible pour tous les budgets, le Blue Dream

propose une carte attractive avec un menu tapas, du snacking, des pauses sucrées et des plats gastronomiques. « Mon ambition est de créer un lieu attractif qui plaît à tous. C'est pourquoi nous avons pensé astucieusement l'agencement des espaces : il est possible de louer un simple transat et de profiter de notre offre snacking ou de vivre des moments plus hauts de gamme dans nos carrés VIP. »

Le nouveau hot spot événementiel des îles de Guadeloupe

Avec ses multiples espaces pour accueillir des scènes et sa capacité d'accueil allant jusqu'à 2 000 personnes, le Blue Dream souhaite donner une impulsion nouvelle au monde du spectacle. Rebecca Marival, chargée de la programmation événementielle témoigne : « Nous voulons offrir un nouvel écrin à nos artistes caribéens et attirer la scène internationale à Marie-Galante. On travaille sur une programmation artistique et la mise en place d'animations festives hebdomadaires : le Friday live, Saturday mix fever et le Sunday mix avec une sélection de DJ et musiciens qui vont assurer des shows musicaux en journée et soirée sans oublier les ambiances tapas salsa du mercredi soir ».

En plus des animations, l'équipe du Blue Dream a développé une offre spéciale pour les événements privés : enterrement de vie de garçon, séminaires professionnels, team building, mariages et anniversaires... Des formules clé en main ou à la carte attractives pour séduire un nouveau public à Marie-Galante. Philippe Hureau précise : « Le lieu est tellement diversifié ! On peut facilement conjuguer événements privés et accueil du public. Nous proposons également un service de conciergerie qui accompagne nos clients pour la réservation de chambres dans les bungalows à proximité du Blue Dream. Nous ne sommes pas un hôtel, mais nous avons cette chance d'être implantés à côté du village Kawann, qui est aujourd'hui composé de bungalows gérés par des particuliers. Nous travaillons en étroite collaboration avec ces propriétaires, et pourquoi pas, par la suite, développer le réseau à l'ensemble des gérants d'hébergement touristiques ».



Des nouvelles opportunités pour le tourisme à Marie-Galante

Marie-Galante a cette image d'île tranquille et authentique. C'est un positionnement qui fonctionne depuis des années. Il reste cependant ce challenge de réussir à séduire plus de visiteurs pour passer des séjours plus longs, décrit Philippe Hureau. « Mon idée est d'impulser de la nouveauté sur le territoire pour attirer des clientèles plus diverses et de manière indirecte créer des opportunités de séjours. Les visiteurs qui souhaitent assister à un concert ou à une soirée passeront forcément la nuit à Marie-Galante. »

« Il y a un réel besoin de lieux de divertissement où l'on peut passer la journée et faire la fête. »



Le rendez-vous des afters de Terre de Blues

Le Blue Dream travaille en partenariat avec les organisateurs du festival pour proposer un programme d'afters complémentaire au festival et aux animations organisées par la Collectivité de Marie-Galante dont la V.O qui organisera sa grande soirée "White Blues" en after du festival, au Blue Dream, dimanche 28 mai de 22 h à 4 h du matin. Rendez-vous sur leur site web et réseaux sociaux pour découvrir leurs événements !

Blue Dream
By Philippe Hureau

www.bluedream.site

05 90 888 555

Le Pool & Beach est ouvert du mercredi au dimanche dès 10 h du matin

Jusqu'à 22 h en semaine et jusqu'à minuit en week end

Petit déjeuner le matin dès 8 h 30

Accès libre et service de restauration en continu

Sigles d'hier et d'aujourd'hui

Dans notre besoin d'efficacité et de rapidité on s'est habitué à désigner de nombreuses choses par des sigles c'est à dire par les initiales des noms, comme SNCF, PDG ou par des acronymes qui sont des sigles prononcés comme des noms ordinaires : ONU, SICAV. Certains acronymes deviennent même des noms à part entière et s'écrivent en minuscules comme radar (radio detecting and ranging), ovni (objet volant non identifié) ou pacs (pacte civil de solidarité).

Un exemple célèbre et ancien de sigle est celui de « I.N.R.I » ce sont les initiales de Jesus Nazarenus Rex Iudaeorum, c'est-à-dire « Jésus le Nazaréen roi des Juifs » apposé par Pilate sur la croix de Jésus (selon l'évangile de Jean) que l'on retrouve de nos jours sur les crucifix,

Une autre caractéristique des sigles et des acronymes est de permettre une simplification : il est plus rapide de demander un formulaire « CERFA » que de demander un formulaire du « Centre d'Enregistrement et de Révision des Formulaires Administratifs ». On voit avec cet exemple à quel point la gestion administrative peut être compliquée !

On assiste d'ailleurs à une surenchère des sigles et des acronymes, chaque profession, chaque groupe ayant son propre vocabulaire d'initiales pour accélérer et faciliter la communication. Des listes entières de sigles et acronymes sont spécifiques aux milieux juridiques, scientifiques, médicaux, impossibles à décoder pour des non initiés. Ce qui permet aux jeunes générations de se créer une sorte de langage secret, un vocabulaire souvent imagé, comme LOL pour « Laughing Out Loud », MDR « Mort De Rire », PTR « Pété De Rire », etc.

Enfin autre signe de créativité, l'humour peut faire des merveilles dans ce domaine :

GPS = Gonzesse qui Parle Seule

ADIDAS = Argent Dépensé Inutilement Dans Achat Sportif

VSOP = Verser Sans Oublier Personne

et la liste n'est pas limitative... à vous de jouer !



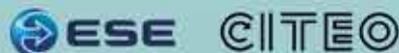


It is our Nature!

Trions, recyclons, agissons !



Let's sort and recycle now!



Votre **concession** d'exception à **Saint-Martin**



- **Compactes**
- **Berlines**
- **SUV**
- **Pick-up**
- **Utilitaires**



Que vous soyez particulier ou professionnel, vous trouverez votre nouveau véhicule chez **SGDM SXM** grâce à **une gamme inédite de 7 marques** dans une seule et même concession automobile. De quoi vous faire tourner la tête ! Alors rendez-vous chez SGDM SXM à Grand Case ! **L'équipe SGDM** vous attend et saura **répondre à vos besoins**.



Route de l'Espérance - Grand Case (près d'Europcar) - St-Martin

 **0590 60 97 90**  **sxm.sgdm@gbh.fr**



Pensez à covoturer #SeDéplacerMoinsPolluer.

SGDM SAS au capital de 1 500 000 € - 331 110 353 RCS Pointe-à-Pitre.